

PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)

Nouvelle série n° 77



MARS 2019

**8 mars, journée de lutte
pour les droits des femmes :
un combat révolutionnaire !**

**DWA FANM SÉ KONBA FANM ÉPI NONM POU
MÉTÉ DOUBOUT AN SOSIÉTÉ KI PLI BON!**



ROUJ VÈ NWÈ
épi an déboulé sèbi
an lari Fodfwans!

**NON, Mr E. DE REYNAL
LA LUTTE DES CLASSES
NE MOLLIT PAS.**

**PKLS SOLIDAIRE DES FAMILLES
victimes de l'Amiante à Cité
Grenade à AJOUPA BOUILLON**

**L A D E T T E
GIGANTESQUE ESCROQUERIE
DES BANQUES
DES PAYS RICHES.**

**PÈP VÈNÉZWEL
DOUBOUT POU
DÈFANN PÈYI'Y !**

Kannaval: Sa ka rivé nou?

LIBERTÉ pour Georges IBRAHIM ABDALLAH!

bayalé

NON, Mr Emmanuel DE REYNAL LA LUTTE DES CLASSES NE MOLLIT

Le 10^e anniversaire de la formidable mobilisation populaire de Février 2009 a donné au patronat l'occasion de reprendre et de s'étendre sur sa vieille rengaine culpabilisatrice. A tout prix ce patronat bien épaulé par les relais de l'État français veut ancrer dans la tête des martiniquais que si tout va mal aujourd'hui c'est de la faute du mouvement de Février 2009. À croire qu'avant Février 2009 tout allait bien et qu'il n'y avait ni chômage, ni vie chère, ni émigration massive...

Dans ce concert de basse propagande Mr Emmanuel DE REYNAL y va de sa partition.

C'est à croire qu'il a oublié que le cri de colère des milliers de manifestants de février 2009 s'élevait contre la PROFITATION. Contre la PROFITATION PATRONALE, contre les principaux auteurs de cette PROFITATION à savoir le lobby béké et les autres gros capitalistes. À croire qu'il n'a pas voulu entendre que ces cortèges interminables de jeunes, de travailleurs, de retraités ont signifié à un petit clan qui se croit être le maître de la Martinique que «PÉYI-A PA TA YO» «NOU KÉ FOUTÉ YO DÉWO»

Ces slogans parfaitement justifiés sortis en chœur pendant plus d'un mois de l'exaspération populaire étaient pourtant on ne peut plus clairs. Et leurs destinataires n'ont toujours pas compris et viennent s'arroger aujourd'hui le droit de donner des leçons.

C'est pourtant ce clan minoritaire obnubilé par ses privilèges qui se voit et qui vit comme des habitants à part de ce pays qui a des leçons à recevoir.

Du haut de son statut social et économique Mr De REYNAL regarde avec condescendance le mouvement de février 2009 pour tirer les enseignements les plus farfelus.

Selon ce « grand » analyste, février 2009 « a amorcé le décrochage durable de notre économie ». Ce monsieur souffre de se voir rappeler que cette économie n'est pas « notre » mais une économie coloniale qui ne répond en rien aux intérêts supérieurs de la Martinique et qui la maintient en état de sous-

développement structurel. Ce sous-développement s'il est durable ne remonte pas à 2009 il est concomitant à la domination coloniale.

Mr De REYNAL avec le toupet qui caractérise ceux de sa caste experte en profitation prétend que 10 ans après Février 2009 notre « situation collective s'est considérablement détériorée : contraction des mar-

chés, fuite d'investisseurs, augmentation des faillites d'entreprises, explosion du chômage.. »

Dans sa hâte de déconsidérer aux yeux des martiniquais le mouvement populaire 2009 afin, espère-t-il, qu'il n'y ait jamais plus de mobilisation d'une telle ampleur Mr de Reynal se noie dans une mare de sottises.

De quel marché parle-t-il quand le système colonial qui lui est si cher a fait de notre pays un pays de consommation et non un pays de production, un pays de totale dépendance et en tout premier lieu de dépendance alimentaire.

Pour cette petite minorité d'importateurs que défend toutes griffes dehors Mr De Reynal le marché se résume au nombre de voitures importées vendues par les concessionnaires, au chiffre d'affaire des hyper marchés réalisés en quasi-totalité sur les produits d'importation, au niveau des ventes des multiples centres de la distribution alimentés par les porte containers !

La préoccupation première de tous ces importateurs reste la défense acharnée de **ce système qui va à l'encontre d'une économie martiniquaise de production et de création de richesses pour notre pays.**

Quand Mr De Reynal ose parler de la fuite des investisseurs il travestit la réalité, feignant d'ignorer que ses compères banquiers en refusant la plupart du temps des prêts aux porteurs

Les puissances d'argent en Martinique

L'Etat Français
LA CASTE BEKEE
et les autres

Fòk Sa Chanje

NON, Mr Emmanuel DE REYNAL LA LUTTE DES CLASSES NE MOLLIT PAS.

de projets intéressants, mais qui feraient de l'ombre aux rentiers de l'économie coloniale. Pire encore il n'est pas rare de le voir s'occuper, par des moyens frauduleux, des études réalisées par de malchanceux candidats aux prêts bancaires.

Mr De Reynal voit une augmentation de faillites d'entreprises depuis 2009 mais passe sous silence que bien avant cette année le nombre de faillites dépassait largement le nombre de créations et en particulier de très petites entreprises (T.P.E).

Notre super analyste qui n'a pas froid aux yeux affirme sans broncher que le chômage a explosé depuis 2009. Mais de qui se moque-t-il ? Calfeutré dans sa tour d'ivoire, ne sait-il pas que le chômage endémique qui ne cesse de s'aggraver et qui frappe de plein fouet plus de 50 000 martiniquais ne fait que croître au fil des ans et que plus de 30% de la population active ne trouve pas de boulot.

2009 a bon dos alors que le système colonial qui secrète le chômage de masse n'est nullement mis en cause. Trop facile Mr De Reynal qui par ailleurs découvre que chaque année la Martinique perd plus de 3500 habitants et que dans 20 ans elle aura perdu 100 000 habitants et « parmi ceux-là une grande majorité de nos force vives » Ignore-t-il que c'est le pouvoir colonial qu'il soutient qui a mis en place dans les années 1960 une politique de déportation massive des martiniquais conduisant au dépeuplement de notre pays.

Quant à l'explication qu'il donne à ce drame elle est époustouflante. Pour notre pourfendeur de la mobilisation des martiniquais c'est à n'en pas douter « *le mouvement de 2009 qui a fragilisé les esprits, fracturé la société, divisé les martiniquais, fait fuir la confiance en l'avenir...* »

Aussi bien lancé et dans le même « balan » il aurait pu ajouter : augmenté les accidents de la circulation, détérioré le climat, décuplé les inondations, aggravé la pollution de l'air, multiplié les suicides...

Pourquoi s'arrêter en si bon chemin, Mr De

Reynal vous qui avez une malsaine obstination, refusez de comprendre tout, obnubilé par vos intérêts de classe que c'est le sous-développement inhérent au système de domination coloniale, que c'est le maintien sous d'autres formes de l'économie d'habitation, que c'est une politique incitative à l'émigration de plusieurs générations de martiniquaises et martiniquais, que c'est l'absence de perspectives offertes aux jeunes d'aujourd'hui, que c'est tout cet ensemble d'une politique criminelle qui menace la survie même de notre peuple.

Si vous considérez que vous faites partie de ce peuple Mr de Reynal reconnaissez au moins que vous êtes (comme dirait un illustre écrivain français) : « *la portion contentée du peuple* ».



Quand on fait partie de la « portion contentée », quand on est content, on a du mal à comprendre que les victimes de la profitation ne le soient pas. On ne comprend vraiment pas, on n'admet pas que ces derniers descendent dans la rue s'indigner et se plaindre d'un système qui les opprime.

Alors dans votre posture d'être à part vous accusez les uns et les autres de « radicalisme », de « défenseurs de dogme », « d'extrémistes cultivant encore le fonds de commerce de la division. »

Prenez garde, Mr l'accusateur tardigrade, les martiniquais, la jeunesse martiniquaise se rend compte à grande vitesse que les « extrémistes » ne sont pas ceux que vous désignez, et que Février 2009 qui a tant terrifié ceux de votre caste et de votre classe, ne sont qu'un petit avant-goût des luttes de demain.

8 mars, journée de lutte pour les droits des femmes : un combat révolutionnaire !

« Le prolétariat ne parviendra pas à s'émanciper complètement s'il ne conquiert pour les femmes une liberté complète »

Lénine

Cette phrase exprime bien combien pour les communistes, dès la création de l'idéologie marxiste, la lutte pour les droits des femmes et celle contre le capitalisme, pour une société débarrassée de l'exploitation, de l'oppression, étaient étroitement imbriquées. A cette époque du début du XX^e siècle, Lénine et des femmes qui ont joué un rôle important comme militantes des droits des femmes ont à maintes reprises tenu des propos relatifs à l'essence du phénomène de la domination masculine soulignant la liaison entre les deux combats à mener de front pour l'émancipation du genre humain.



Les citer de manière exhaustive, analyser leurs discours nécessite un espace beaucoup plus conséquent. Nous nous contenterons de rapporter des extraits significatifs.

Lénine :

« Pour entraîner les masses dans la politique, il faut y entraîner les femmes. Car, sous le régime capitaliste, la moitié du genre humain est doublement opprimée. L'ouvrière et la paysanne sont opprimées par le capital ; en outre, même dans les plus démocratiques des républiques bourgeoises, elles restent devant la loi, des êtres inférieurs à l'homme ; elles sont de véritables « esclaves domestiques », car c'est à elles qu'incombe le travail mesquin, ingrat, dur, abrutissant de la cuisine et du ménage.

La révolution bolchévique a coupé les raci-

nes de l'oppression et de l'inégalité de la femme, ce que n'avait encore osé faire aucun parti, aucune révolution. De l'inégalité de la femme devant la loi, il ne reste pas trace chez nous. L'inégalité odieuse dans le mariage, le droit familial, la question des enfants a été totalement abolie par le pouvoir des Soviets.

Ce n'est là qu'un premier pas vers l'émancipation de la femme. Mais pas une seule République bourgeoise, même parmi les plus démocratiques, n'a osé le faire, et cela de crainte d'attenter au principe sacrosaint de la propriété individuelle.

Le second, (le plus important) a été la suppression de la propriété privée sur la terre et les usines. Voilà ce qui ouvre la voie à l'émancipation effective et intégrale de la femme et à son affranchissement de « l'esclavage domestique » par la substitution de la grande économie collective à l'économie domestique individuelle.

Cette émancipation est chose difficile, car il s'agit de transformer des coutumes, des mœurs enracinées depuis des siècles. Mais nous avons déjà un début, le branle est donné nous sommes engagés dans la voie nouvelle ».

Au début du 20^e siècle en Europe la lutte pour les droits des femmes s'intensifie en même temps où les femmes prennent de plus en plus de place dans les combats revendicatifs de par leur conditions difficiles de femmes davantage victimes de l'exploitation capitaliste et de par leur rôle plus grand dans la société



8 mars, journée de lutte pour les droits des femmes : un combat révolutionnaire !

té entre autres du fait des guerres mais aussi par une évolution de la société qui leur donne plus d'opportunités à des responsabilités.

Elles furent nombreuses présentes au front des luttes et certaines d'entre elles furent des dirigeantes remarquables. Elles sont à l'origine de la «**Journée internationale de lutte pour les droits des femmes**».

Citons quelques unes :

Clara ZETKIN :

Clara Zetkin femme militante, passionnée de la cause féminine, a eu un rôle capital dans les luttes pour l'émancipation des femmes, elle a fortement contribué au fait que les allemandes ont obtenu le droit de vote en 1918, trois décennies avant les Françaises. Journaliste elle était cheffe de rédaction du journal « l'Egalité », elle y développa des idées novatrices, d'avant-garde pour l'époque, en particulier sur la place de la femme, le couple, les enfants, l'école, la sexualité.

« Les pays dans lesquels existe le suffrage dit universel, libre et direct, nous montrent qu'en réalité il ne vaut pas grand-chose. Le droit de vote sans liberté économique n'est ni plus ni moins qu'un chèque sans provision. Si l'émancipation sociale dépendait des droits politiques, la question sociale n'existerait pas dans les pays où est institué le suffrage universel. L'émancipation de la femme comme celle de tout le genre humain ne deviendra réalité que le jour où le travail s'émancipera du capital. »

En août 1910, lors de la deuxième conférence de l'internationale des femmes socialistes à Copenhague, elle propose, avec la russe Alexandra KOLLONTAÏ, la création de la

«**Journée internationale des femmes**», une journée de manifestation annuelle afin de militer pour le droit de vote, l'égalité entre les sexes, et le socialisme. La première d'entre elle, à laquelle participe Clara Zetkin, est fixée le 19 mars 1911. Cette initiative constitue l'origine de la Journée internationale des droits des femmes, fixée par la suite le 8 mars.



C. Zetkin et R. Luxemburg

Lors du déclenchement de la guerre 14 – 18 contre laquelle elle militait ardemment, elle lance avec son amie Rosa Luxemburg, autre militante communiste, un appel à la paix resté célèbre :

« Où sont vos maris, vos fils ? Pourquoi doivent-ils s'entretuer et détruire avec eux tout ce qu'ils ont créé ? Qui bénéficie de ce cauchemar de sang ? Tout juste une poignée de profiteurs de guerre. Puisque les hommes ne peuvent plus parler, c'est à vous de le faire. Travailleuses de tous les pays en guerre, unissez-vous ! »

Elle fut la représentante de l'Internationale communiste au congrès des socialistes à Tours en France en 1920 où naquit le Parti Communiste Français.

Rosa LUXEMBURG :

Nous avons déjà parlé d'elle et de son action militante dans notre journal « Patriyot » comme dans le dernier numéro à l'occasion du centenaire de son assassinat en Janvier 1919.

Elle fut une dirigeante du mouvement communiste très active dans la lutte pour les droits des femmes et contribua fortement avec son amie Clara ZETKIN à la création de la «**journée internationale des femmes**» notamment lors de la deuxième conférence de l'internationale des femmes socialistes à Copenhague.

Nous la citerons brièvement:



**8 mars, journée de lutte
pour les droits des femmes :
un combat révolutionnaire !**

« La lutte de masse en cours pour les droits politiques des femmes est seulement l'une des expressions et une partie de la lutte générale du prolétariat pour sa libération. En cela réside sa force et son avenir. »

« A part quelques-unes d'entre elles, qui exercent une activité ou une profession, les femmes de la bourgeoisie ne participent pas à la production sociale. Elles ne sont rien d'autre que des consommatrices de la plus-value que leurs hommes extorquent au prolétariat. Elles sont les parasites des parasites du corps social. »

« Les femmes des classes détentrices de la propriété défendent toujours fanatiquement l'exploitation et l'asservissement du peuple travailleur, duquel elles reçoivent indirectement les moyens de leur existence socialement inutile ».

« Aussi longtemps que le capitalisme et le salariat dominant, le seul type de travail considéré comme productif est celui qui génère de la plus-value, du profit capitaliste. De ce point de vue, la danseuse de music-hall, dont les jambes suintent le profit dans les poches de son employeur est une travailleuse productive, tandis que toutes les peines des femmes et des mères prolétariennes entre les quatre murs de leurs foyers sont considérées comme improductives. Cela paraît brutal et absurde, mais reflète exactement la brutalité et l'absurdité de notre économie capitaliste actuelle. Le fait de voir cette cruelle réalité clairement et distinctement voilà la première tâche des femmes du prolétariat ».

Alexandra KOLLONTAÏ

On la désignait comme la patriote soviétique révolutionnaire, pour son rôle de premier plan pendant la révolution et après. Première femme à entrer au comité central du Parti bolchevik, elle en fut une des principales responsables aux côtés de Lénine et Trotsky. Après la prise du pouvoir, elle fut commissaire du peuple, première femme ministre de l'histoire.

Elle acquit une aura par son positionnement contre la bureaucratie et son action de résistance face aux nazis. Première femme à assumer la responsabilité de représentation diplo-

matique d'un pays en tant qu'ambassadrice de l'URSS, poste qu'elle occupa durant plusieurs années dans divers pays. Elle fut toute sa vie une combattante de l'émancipation des femmes avec des positions et des propositions concrètes, très avancées.

Elle s'exprima maintes fois sur la condition féminine. Ci-dessous un extrait de son discours lors du premier congrès panrusse des ouvrières et des paysannes qui eut lieu du 16 au 21 novembre 1918 :

« La femme, la mère-travailleuse sue sang et eau pour remplir trois tâches à la fois : fournir des heures de travail, tout, comme son mari, dans quelque établissement industriel ou commercial, puis vaquer tant bien quel mal à son ménage, enfin soigner ses enfants. Le capitalisme a mis sur les épaules de la femme un fardeau qui l'écrase : il a fait d'elle une salariée sans lui avoir allégé ses charges de ménagère et de mère. Aussi voit-on la femme ployer sous son triple faix insupportable, qui lui arrache souvent un cri de douleur vite étouffé, qui plus d'une fois lui fait monter les larmes aux yeux. Les soucis, ont toujours été le lot de la femme, mais jamais sort de femme n'a été plus malheureux, plus désespérant que celui des millions de femmes-travailleuses sous le joug capitaliste d'aujourd'hui, en plein épanouissement de la grande industrie... »

« Or, les conditions du travail une fois transformées, la sécurité matérielle des travailleuses augmentée, après que le mariage célébré à l'église — ce mariage soi-disant indissoluble, mais qui n'était au fond qu'une supercherie — après que ce mariage, disons-nous, aura cédé la place à l'union libre et sincère de l'homme et de la femme amants et camarades, on verra du même coup disparaître cet autre fléau honteux, cet autre mal affreux qui déshonore l'humanité et qui frappe l'ouvrière qui a faim : la prostitution. »

Ce mal, nous le devons au régime économique en vigueur, à l'institution de la propriété privée. Celle-ci abolie, la traite des femmes disparaîtra à son tour. »

**8 mars, journée de lutte
pour les droits des femmes :
un combat révolutionnaire !**

Inessa ARMAND

Elle préside à partir de 1900 l'association moscovite pour l'amélioration de la condition des femmes. Son engagement militant était total, elle connut plusieurs arrestations et la prison et fut contrainte de vivre à l'étranger dans plusieurs pays. Elle participe activement au Congrès de l'Internationale socialiste des femmes, en 1910 à Copenhague, auquel était présent Lénine. En Avril 1917 elle rentre en Russie en même temps que Lénine.

Elle fut responsable de la section féminine du comité central du parti bolchévique et après la victoire de la Révolution Russe d'Octobre 17 travailla à la direction du ministère d'Alexandra KOLLONTAÏ chargé des affaires féminines.

Citons-la :

« La constitution soviétiste a déjà doté les femmes de tous les droits politiques et civiques. Les ouvrières, les paysannes, jouissent des mêmes droits de vote que l'ouvrier et le paysan. Elles peuvent au même titre que les hommes élire et être élues ; elles peuvent occuper l'emploi qui leur convient dans les comités d'usine, dans les institutions soviétistes, jusqu'à celui de commissaire du peuple. »

« Le pouvoir soviétiste est le premier à créer les conditions dans lesquelles la femme pourra, enfin, couronner l'œuvre de sa pleine émancipation.

Au cours des siècles, elle fut esclave. Au début, sous le règne de la petite production, elle le fut dans la famille ; ensuite, lors du développement du capitalisme elle le devint trois fois : dans l'Etat, dans la fabrique et dans la famille.

Il en fut ainsi non seulement dans le régime tsariste, barbare et retardataire, mais il en est encore de même dans les « démocraties » les plus « civilisées » de l'Europe occidentale et de l'Amérique.

Sous le régime bourgeois, l'ouvrière est privée des maigres droits politiques accordés à l'ouvrier. A la fabrique, à l'usine, elle est encore plus opprimée, plus exploitée que l'ouvrier, car le patron use de son pouvoir pour l'opprimer non seulement en tant que prolétaire, mais

aussi pour lui infliger toutes sortes d'outrages et de violences en tant que femme. Et nulle part et à aucun moment, la prostitution, ce phénomène le plus laid, le plus odieux de l'esclavage salarié du prolétariat, ne s'est épanouie plus somptueusement que sous le règne du capitalisme. »

« En automne dernier, les représentants des cercles impérialistes français et anglais mettaient en circulation cette calomnie odieuse et stupide que soi-disant le pouvoir soviétiste « avait socialisé », ou « nationalisé » les femmes.

A cette occasion, les mondaines et les demi-mondaines de Paris et de Londres avaient cru nécessaire de s'adresser solennellement au tigre impérialiste Clemenceau, avec cette prière de défendre les femmes russes contre la bestialité du pouvoir soviétiste.

Une pareille accusation portée contre les communistes n'est pas une nouveauté. Marx, déjà dans le « Manifeste communiste », en des termes impérissables, flétrissait et ridiculisait cette invention bourgeoise ».

D'autres femmes en Europe, ont milité de manière très active en ce début de XX^e siècle pour la défense des droits des femmes, pour la paix, pour l'émancipation des femmes et des hommes. Certaines n'ont pas connu la popularité de celles-ci mais elles ont apporté leur part à la condition féminine, à la condition humaine.

Nadejda KROUPSKAÏA

Jeune étudiante elle adhère à une organisation marxiste, son engagement va lui valoir rapidement déportation et prison dès la fin du 19^e siècle. Enseignante de formation elle donnera des cours aux ouvrier(e)s, aux militant(e)s, pédagogue, elle est convaincue que l'instruction est une nécessité, que l'accès à la connaissance est primordiale pour défendre la cause prolétarienne et celle des femmes.

Épouse de Lénine, elle vécut beaucoup en exil dans plusieurs pays. Elle fut une collaboratrice efficace, militante de premier rang du parti bolchévique, et très active dans la lutte pour les droits des femmes, comme pour la conférence internationale des femmes socialistes, qui s'est tenue à Berne en mars 1915.

8 mars, journée de lutte pour les droits des femmes : un combat révolutionnaire !

Pour elle la libération de la femme et l'émancipation des femmes et des hommes passent par l'éducation populaire.

Après octobre 1917, vice commissaire du peuple (ministre) à l'Instruction, elle va travailler beaucoup à la pédagogie marxiste, et va écrire beaucoup à ce sujet, elle impulse l'organisation de la Fédération des femmes, et joue un rôle majeur dans l'organisation de la jeunesse soviétique qu'elle considère comme « l'avenir de la révolution ».

On dit d'elle qu'elle fut d'une grande abnégation au service du marxisme, de Lénine et de la révolution. Elle a écrit : « Qui n'a pas vu la révolution ne peut s'en imaginer la beauté majestueuse, triomphale. » Humble, sobre, très affable, on l'appelait la « mère des bolchéviks ». Elle fut une révolutionnaire dévouée à la Révolution.

Elle soutient que l'émancipation féminine est une tâche majeure des communistes, et est très impliquée dans la création d'une « Journée internationale des femmes » proposée en 1910 par Clara Zetkin. Elle crée avec Inès Armand le magazine féminin « Rabotnitsa » (Ouvrière). Probablement le premier de l'histoire.

Ses cendres se trouvent dans le mur du Kremlin, sur la place Rouge à Moscou.

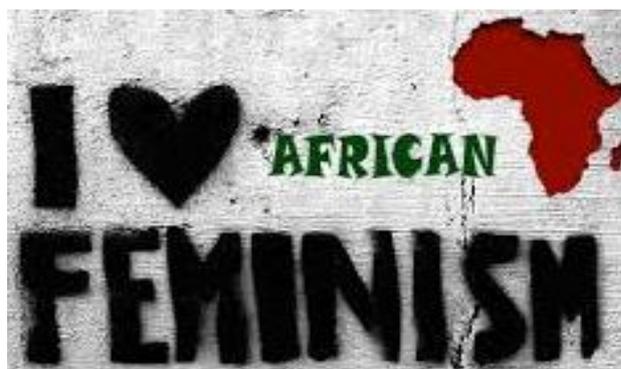
De par le monde des femmes et des hommes ont lutté depuis longtemps et luttent encore, souvent dans des conditions très difficiles, contre les discriminations dont sont victimes les femmes. Elles sont nombreuses à avoir payé de leur vie leur engagement pour cette noble cause. Des hommes combattants d'avant-garde de la lutte de leur peuple et militants pour l'égalité des genres comme partie intégrante de leur action ont été victimes des forces rétrogrades qui entendent maintenir la discrimination envers les femmes et d'autres discriminations comme moyen de domination.

Notre réflexion et nos analyses sociétales, y compris en ce qui concerne les droits des femmes, se situent au carrefour des cultures

qui fondent notre identité martiniquaise empreinte de caractéristiques : africaine, caribéenne, européenne, indienne..., il nous appartient d'appréhender les éléments et facteurs qui sont les produits de l'histoire et des luttes de ces civilisations pour une meilleure conduite de notre action émancipatrice.

Ne pouvant pas rapporter de manière pleine et globale tous ces combats, nous citerons une figure glorieuse de la lutte de son peuple et illustre militant de la cause légitime des peuples en lutte pour leur souveraineté, le Burkinabé Thomas SANKARA. Il avait une conscience aigüe de la lutte des droits des femmes car pour lui l'égalité des genres était une priorité de la révolution au Burkina Faso.

SANKARA:



Extraits de son discours « *La libération de la femme : une exigence du futur.* »

« La condition de la femme est par conséquent le nœud de toute la question humaine, ici, là-bas, partout. Elle a donc un caractère universel »

« Les promesses de la révolution sont déjà réalités chez les hommes. Chez les femmes par contre, elles ne sont encore que rumeurs. Et pourtant c'est d'elles que dépendent la vérité et l'avenir de notre révolution : questions vitales, questions essentielles puisque rien de complet, rien de décisif, rien de durable ne pourra se faire dans notre pays tant que cette importante partie de nous-mêmes sera maintenue dans cet assujettissement imposé durant des siècles par les différents systèmes d'exploitation... puisqu'il s'agit de permettre à notre révolution de donner toute sa mesure,

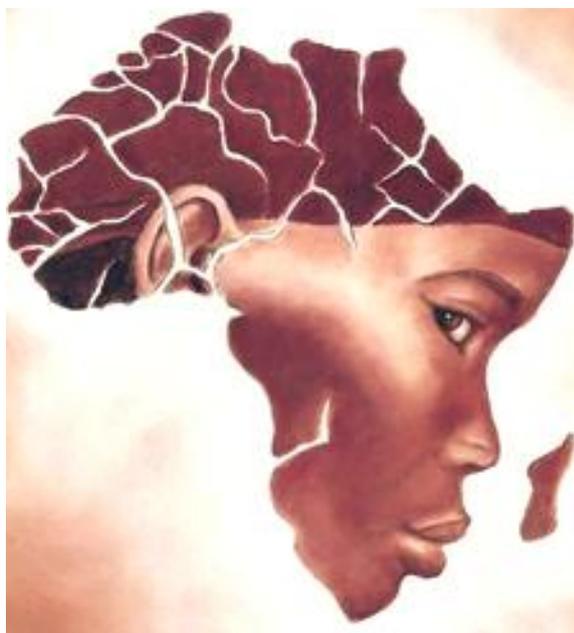
8 mars, journée de lutte pour les droits des femmes : un combat révolutionnaire !

de libérer toutes ses possibilités et de révéler son authentique signification dans ces rapports immédiats, naturels, nécessaires, de l'homme et de la femme, qui sont les rapports les plus naturels de l'être humain à l'être humain ».

« Autrement dit, pour gagner un combat qui est commun à la femme et à l'homme, il importe de connaître tous les contours de la question féminine tant à l'échelle nationale qu'universelle et de comprendre comment, aujourd'hui, le combat de la femme, burkinabè rejoint le combat universel de toutes les femmes, et au-delà, le combat pour la réhabilitation totale de notre continent ».

« Nous devons assurément au matérialisme dialectique d'avoir projeté sur les problèmes de la condition féminine la lumière la plus forte, celle qui nous permet de cerner le problème de l'exploitation de la femme à l'intérieur d'un système généralisé d'exploitation. Celle aussi qui définit la société humaine non plus comme un fait naturel immuable mais comme une antiphysis ».

« En outre, la conscience que la femme prend d'elle-même n'est pas définie par sa seule sexualité. Elle reflète une situation qui dépend de la structure économique de la société, structure qui traduit le degré de l'évolution technique et des rapports entre classes



auquel est parvenue l'humanité. L'importance du matérialisme dialectique est d'avoir dépassé les limites essentielles de la biologie, d'avoir échappé aux thèses simplistes de l'asservissement à l'espèce, pour introduire tous les faits dans le contexte économique et social ».

« L'inégalité ne prendra fin qu'avec l'avènement d'une société nouvelle, c'est-à-dire lorsque hommes et femmes jouiront de droits sociaux égaux, issus de bouleversements intervenus dans les moyens de production ainsi que dans tous les rapports sociaux. Aussi le sort de la femme ne s'améliorera-t-il qu'avec la liquidation du système qui l'exploite »

La condition de la femme déborde les entités économiques en singularisant l'oppression dont elle est victime.

« Pour lutter et vaincre, les femmes doivent s'identifier aux couches et classes sociales opprimées : les ouvriers, les paysans...

Les régimes politiques néocoloniaux qui se sont succédé au Burkina n'ont eu de la question de l'émancipation de la femme que son approche bourgeoise qui n'est que l'illusion de liberté et de dignité... La femme burkinabè demeure encore celle qui vient après l'homme et non en même temps ».

« Elle sera associée à tous les combats que nous aurons à entreprendre contre les diverses entraves de la société néocoloniale et pour l'édification d'une société nouvelle. Elle sera associée à tous les niveaux de conception, de décision et d'exécution dans l'organisation de la vie de la nation tout entière ».

« La vraie émancipation de la femme c'est celle qui responsabilise la femme, qui l'associe aux activités productrices, aux différents combats auxquels est confronté le peuple. La vraie émancipation de la femme, c'est celle qui force la considération et le respect de l'homme ».

« L'émancipation tout comme la liberté ne s'octroie pas, elle se conquiert. Et il incombe aux femmes elles-mêmes d'avancer leurs revendications et de se mobiliser pour les faire aboutir ».

« La femme tout comme l'homme possède

**8 mars, journée de lutte
pour les droits des femmes :
un combat révolutionnaire !**



des qualités mais aussi des défauts et c'est là sans doute la preuve que la femme est l'égal de l'homme. En mettant délibérément l'accent sur les qualités de la femme, nous n'avons pas d'elle une vision idéaliste. Nous tenons simplement à mettre en relief ses qualités et ses compétences que l'homme et la société ont toujours occultées pour justifier l'exploitation et la domination de la femme ».

« La transformation des mentalités serait incomplète si la femme de type nouveau devait vivre avec un homme de type ancien. »

« Notre révolution entreprend un changement qualitatif, profond de notre société. Ce changement doit nécessairement prendre en compte les aspirations de la femme burkinabè. La libération de la femme est une exigence du futur, et le futur, camarades, est partout porteur de révolutions. Si nous perdons le combat pour la libération de la femme, nous aurons perdu tout droit d'espérer une transformation positive supérieure de la société. Notre révolution n'aura donc plus de sens. Et c'est à ce noble combat que nous sommes tous conviés, hommes et femmes ».

« Camarades, il n'y a de révolution sociale véritable que lorsque la femme est libérée ! »



Notre pays, comme l'ensemble des pays de la Caraïbe, a connu des militantes et des militants qui ont combattu pour les droits des femmes pour l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie, pour édifier une société de justice et d'égalité.

Lonnè ek respé ba tout fanm lakarayib, lanmériq, ki kité bon mak an listwa nou !

Kontel :

ANACAONA (Fleur d'or) d'Ayiti, âme de son peuple Taino, remarquable rebelle combattante, brillante dirigeante.

NANNY (Akopong) de Jamaïque, marrone, extraordinaire combattante.

VICTORIA MONTOU (Toya) d'Ayiti, illustre combattante contre l'esclavage, héroïne de la lutte pour l'indépendance aux côtés de DES-SALINES.

FLORINDA SORIANO MUÑOZ (Mamá Tingó) de République Dominicaine grande combattante de la cause paysanne, pour le droit à la terre pour celui ou celle qui la travaille.

FLORE GAILLARD de Sainte Lucie, éminente organisatrice de l'armée des rebelles.

SOLITUDE (la mulâtresse) Rosalie, et MAR-THE ROSE de Guadeloupe fières combattantes héroïques.

LUMINA SOPHIE (Surprise) de Martinique, illustre insurgée, insoumise jusqu'au bout.

Un autre temps fort de la lutte des femmes est la « **Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes** ». Un hommage particulier à celle qui symbolise cette lutte, et qui est de notre Caraïbe, **MINERVA MIRABAL**, militante contre le régime du dictateur Rafael TRUJILLO en République Dominicaine qui a été assassinée le 25 novembre 1960 en même temps que ses sœurs **María Teresa et Patria**. En 1999 l'ONU les a reconnu comme «symbole de résistance et de lutte» et décidé de fixer cette journée à la date de leur assassinat.

Saluons particulièrement celles qui chez nous, sont à l'origine de l'organisation des femmes martiniquaises : Jeanne **LERO**, Yvette **GUITTEAUD-MAUVOIS**, Rosette **EUGÈNE**, Dé-

8 mars, journée de lutte pour les droits des femmes : un combat révolutionnaire !

sirée Maurice **HUYGUES-BEAUFOND**, Eudora **MONTREDON-CLOVIS...**, Solange **FITTE-DUVAL**, Renée **DE MONTAIGNE**, Rosalie **NICOLAS**, Laurette **DELÉPINE**. et les autres qui ont pris le relais....



Elles ont insufflé la lutte pour la disparition de toute discrimination dans notre pays, pour le respect des libertés publiques, contre la répression coloniale. Elles ont agi pour développer un esprit de solidarité en faveur des plus démunis(e)s dans notre société et entre les peuples, et milité pour la paix dans le monde. Elles aussi elles ont lié la lutte pour les droits des femmes à la lutte pour un changement de société pour l'émancipation du genre humain. Les associations de femmes d'aujourd'hui font connaître et vivre leurs idées et leurs actions.

Le PKLS rappelle sa position constante depuis sa création quant à la lutte des femmes pour leurs droits qu'il considère comme un combat révolutionnaire des femmes et des hommes pour débarrasser la société de l'exploitation, de l'oppression, des discriminations.

Aujourd'hui dans le monde les femmes luttent pour leurs droits, soit pour en conquérir de nouveaux, soit pour défendre ceux conquis par les combats souvent très durs, que les forces réactionnaires tentent de remettre en cause. Avec la politique ultralibérale de globalisation, de mondialisation, les tentatives sont nombreuses de parvenir à une

«harmonisation» par le bas, de supprimer des dispositions qui sont en faveur des femmes.

Le 8 Mars ne doit pas être dévoyé ou édulcoré. C'est la journée de lutte pour les droits des femmes et non la journée de la femme comme souvent elle est présentée pour en faire une journée tjòlòlò.

Le 8 mars c'est l'aboutissement de luttes que des militantes ont menées avec opiniâtreté et courage pour que leurs revendications soient prises en compte.

Nous devons souligner son importance et sa signification révolutionnaire face aux idéologies réactionnaires qui de front ou subtilement tentent de le dénaturer.

Le 8 Mars c'est contre les violences envers les femmes, contre les discriminations, contre l'exploitation capitaliste, contre l'oppression coloniale, contre le féminisme bourgeois, contre le machisme patriarcal, pour l'égalité entre les genres, pour que les femmes puissent vivre en toute dignité.

Les femmes ont toujours joué un rôle primordial dans l'histoire de l'humanité. Aujourd'hui encore elles sont en première ligne, grâce à leur ténacité et par leur persévérance elles poursuivront leur lutte jusqu'à la victoire.

Il est du devoir de tout(e) révolutionnaire de prendre toute sa place dans ce combat révolutionnaire.

**Ansanm, ansanm, fanm ek nonm
nou ka lité, nou ka poté lespérans
pep nou, ba an sosisété solidè koté
sé lajistis, légalité, ba tout moun.**

ANSANM, ANSANM NOU KÉ GENYEN!



ROUJ VÈ NWÈ

épi an déboulé sèbi an lari Fodfwans!



Le jeudi 21 février 2019, la maison des syndicats connaissait une agitation particulière, des drapeaux ROUGE VERT NOIR, de diverses dimensions flottaient aux quatre coins, posés ça et là, ou brandis par des manifestants, certains proposant aux passants dans leurs véhicules ou à des piétons de se joindre au mouvement. Des militants s'affairaient à préparer les flambeaux à offrir aux participants pour le déboulé sèbi.

Une remarque qu'on pouvait faire était que contrairement aux manifs habituelles, ce jour il y avait une forte proportion de jeunes avec leur drapeau, pour les anciens habitués, c'était une motivation supplémentaire pour hisser haut notre drapeau ROUGE VERT NOIR.

Lorsque la voiture sonorisée avec un grand bambou et un grand drapeau ROUGE VERT NOIR au sommet, invita à former le cortège pour se rendre bodlanmè, les sons de konn lanbi résonnèrent, les sons des tambours et des voix de Tanbou Bò Kannal dans ses costumes aux couleurs ROUGE VERT NOIR enchainèrent un allant qui se transforma en ardeur de cœurs enthousiastes avec la chanson « tjà nou blendé » qui fut reprise durant tout le circuit.

Le soleil était couché les sèbi éclairaient les drapeaux qui flottaient agités par les manifestants qui se rendirent au kiosque Gueydon. Après que le responsable de l'Association IKIMA (Idantité ek Kilti Matinik), qui avait appelé à la manifestation, a remercié les présents, il a invité à rendre hommage à nos ancêtres arrachés à leur terre d'Afrique pour être mis en esclavage sur ce continent et qui ne cessèrent jamais de lutter avec courage et dignité pour défendre leur humanité, notre humanité. Le drapeau ROUGE VERT NOIR que nous étions venus hisser en cette journée internationale de lutte contre le colonialisme trouve sa genèse dans les luttes me-

nées par notre peuple depuis l'esclavage jusqu'à aujourd'hui.

Puisque le trafic négrier se faisait par bateau, symboliquement des fleurs ont été lancées en mer. Ce jeter fut accompagné par le chant « tjà nou blendé » repris par les participants emblématiquement sans accompagnement instrumental. Puis a été brûlé le pavillon « 4 sèpan » qui identifiait ces bateaux en tant que trafiquants au service de la politique coloniale de la France au profit de ceux qui se sont enrichis, des 2 cotés de l'Atlantique, en esclavagissant les africains.

Puis se succédèrent des gens d'horizons et d'opinions divers qui tenaient à affirmer ou à réaffirmer leur adoption du drapeau ROUGE VERT NOIR comme drapeau de la Martinique, comme leur drapeau. Certains éléments de l'histoire du drapeau ont été rappelés pour bien signifier son intégration dans nos luttes et toute la symbolique qu'il porte aujourd'hui pour notre lutte de libération nationale et notre émancipation sociale. I la adan tout konba nou ka pran é i ké la pou trasé chimen adan tout konba ka vini.

Plusieurs interventions sont allées dans le sens de faire peuple Martiniquais autour du drapeau ROUGE VERT NOIR. On percevait ce qui avait fait la force de la mobilisation populaire de Février 2009, faire peuple. L'intervention du maire de Fort de France D. LAGUERRE a été particulièrement remarquée, et à son propos que c'était son drapeau, les voix répondirent « Rouj Vè Nwè asou lanméri-a ». Il promit de le faire flotter dans la ville et de soumettre la question au prochain Conseil Municipal.

Les participants furent informés de la démarche effectuée ce jour auprès du président de la République Dominicaine pour enlever le « 4 sèpan » à l'entrée de l'aéroport, lui précisant que cette présence constitue une offense à notre peuple et aux peuples victimes de l'esclavage, comme celui de la République Dominicaine.

Des artistes apportèrent leur contribution à faire flotter notre drapeau dans le ciel culturel.

Une manifestation qui fera date dans l'histoire du drapeau ROUGE VERT NOIR, pour l'anchoquer davantage dans notre histoire.

**TJÈ NOU BLENDÉ POU VRÉYÉ WOUJ VÈ NWÈ
MONTÉ PLI WO TOU LONG TOU PATOU !**

Jandam pa lévé lanmen asou drapo **ROUJ VÈ NWÈ** souplé !



Mardi 26 février 2019 devant la gendarmerie du Lorrain

Dimanch 24 févriyé an boul manmay désidé kouri vidé kannaval Loren épi drapo **ROUJ VÈ NWÈ**, bagay-la cho épi an lanbians kraché difé, toupandan dézoutwa jenn ka vréyé lavwa jandam ki té la swadizan pou ba sa ki té ka òganizé an balan pa fè ni yonn ni dé, yo anni tjenbé an jenn ki té ka amizé koy kon tout moun épi yo mennen'y lajandamri pas i té ni an drapo **ROUJ VÈ NWÈ**

Fo sav 2 bagay :

Dépi lontan anlo manmay Matinik ka vréyé jandam pronmnen épi zafè 4 sèpan-an asou chimiz yo, dot moun za palé épi matjé

asou drapo 4 sèpan-an. Anlo koté disparet pran'y, é sé afos fè yo chié, gouvelman fransé-a blijé di sé boug-la tiré sa, pas yonn di sé jou-a difé ké pri. Sé jandam-la poko konprann kouman matinitjé blijé léta fransé fè yo tiré asou chimiz yo 4 SÈPAN-AN, sa asou lestomak yo toujou !

Jédi 22 févriyé, 3 jou avan vidé Loren-a pliziè òganizasion sanblé bon titak moun an lari FODFWANS pou vréyé monté drapo **ROUJ VÈ NWÈ**, sèbi té ka kléré tout lavil, drapo té ka monté désann . Sé jandam-la, kon Préfè-a, kon Protjirè-a, kon Rektè-a, kon Monsyé épi lèrestan, yo tout wè la télé pa koté bodlanmè lè yo brilé drapo 4 sèpan-an épi vréyé monté **ROUJ VÈ NWÈ**, sa asou lestomak yo toujou !

Sé pou di, sa ki fet Loren-a pa ni ayen a wè épi jenn té ké fouté bordel mé sé té an bagay yo préparé, an bagay yo désidé fè pou sali drapo **ROUJ VÈ NWÈ**, Sé jandam-la fè malè mennen jenn boug-la lajadamri, enpé moun sanblé pou mandé ladjé'y, sa ki fet, mé yo konvotjé'y pou mardi 26 févriyé a névè d'maten. Fo sav ni an jandam ki rivé ralé épi pran an drapo **ROUJ VÈ NWÈ**, sé dènié bagay pou sé isalop-la té fè.

Mardi moun épi drapo **ROUJ VÈ NWÈ** ka fè siwawa douvan lajandamri Loren-a ka atann pou sav sa yo ka di jennjan-an ki vini kanmarad tout moun épi lé rézo. Tanbou ka woulé, tjè moun blendé, pawol ka tonbé, jandam ka véyé pa tout ti tou pou pran foto.

Sa té fò toubannman lè an kanmarad fè moun sonjé sa ki za fet atè Loren adan jandamri-tala épi févriyé 74 éti jandam tjwé Marie- Louise é an septanm 1988 épi zafè CALOC éti jandam fouté'y bon kou andidan-an, tout réalité-tala di an fransé pou sé jandam-la tann épi konprann ki trop sé trop, é si yo pa ladjé jennjan-an lamenm, yo ka rantré chèché'y é lapéwozité blijé yo ladjé'y lamenm.

Mouvman Loren-an pou rété matjé adan lis konba nou pran é nou ka genyen lè nou ansanm ansanm, drapo -a sé ta nou, sé ta pep Matinik é ki yo lé, ki yo pa lé, sé li ka kléré nou, ka ba nou fos pou fouté léta kolonial fransé déwò.

Awtis, espowtif, jenn, gran moun, fanm, nonm, manmay lékol, étidian, travayè, nou sé pep Matinik... Manmay, annou rété véyatif, tout koté nou yé annou lévé drapo nou **ROUJ VÈ NWÈ**!

LA DETTE

DES PAYS DITS PAUVRES N'EST QU'UNE GIGANTESQUE ESCROQUERIE DES BANQUES DES PAYS RICHES ET DE LEURS ETATS

LA DETTE EST ILLEGITIME

Haïti première République noire, dès 1804 a servi de laboratoire aux états escrocs (en particulier la France) aux banquiers affairistes pataugeant dans l'immoralité, aux organismes multilatéraux sans principe, pour pressurer jusqu'à la moelle un pays naissant.

*Haïti,
la dette originelle*

Aujourd'hui encore ces oiseaux de malheur sévissent de par le monde au moyen d'une arme à l'efficacité redoutable « la dette ».

Mais cette « dette imposée aux pays dits pauvres en est-elle vraiment une » ?

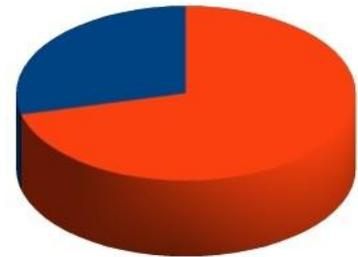
Après une lutte acharnée contre le rétablissement de l'esclavage par Napoléon et son régime dictatorial, après les défaites militaires imposées à la plus puissante force armée de l'époque, l'armée des haïtiens appelée avec mépris l'armée des indigènes, tout en guenille, mais galvanisée par le courage sans limite a libéré Haïti du joug de la France en 1804.

Malgré sa défaite la France coloniale n'a pas abandonné ses prétentions sur Haïti. Elle lui a

imposé sous menace d'isolement économique et politique une indemnisation colossale.

La première République noire exsangue après des années de guerre de libération et de pillage colonial ne pouvait s'acquitter d'un tel fardeau. Le pays se trouve dans l'obligation de recourir aux banques pour rembourser une dette qui n'en était pas une mais bien un boulet imposé par la puissance coloniale avec la complicité de ses alliés capitalistes. Le pays a mis un siècle à

■ PIB
■ DETTE
38 % du PIB



s'acquitter de **DETTE D'HAÏTI EN 2019**

cette dette. Cet-

te énorme ponction financière rendait impossible tout développement en faveur de la population. Aujourd'hui encore Haïti en subit les conséquences.

À cela on ne manquera pas d'ajouter la complaisance coupable de la classe politique Haïtienne et de la bourgeoisie promptes à courber l'échine devant le diktat de la France et des institutions financières internationales.



L A D E T T E

GIGANTESQUE ESCROQUERIE DES BANQUES DES PAYS RICHES ET DE LEURS ETATS

LA DETTE, NOUVELLE FORME DE COLONISATION

Haïti n'est pas seule à être victime de la dette imposée par les bandits de grand chemin de la finance internationale.

La dette a constitué l'instrument royal pour imposer des politiques néocoloniales. Le procédé est simple et nombreux sont ceux qui volontairement ou naïvement s'y sont laissés prendre.

Les institutions financières qui regorgent de liquidités incitent les pays à s'endetter en les appâtant avec des taux relativement bas.

La Banque mondiale qui entend renforcer la domination des États-Unis, les grandes banques, les pays capitalistes qui entendent relancer leur économie entrent tous en concurrence pour prêter, prêter, prêter.

Le piège se referme alors de deux manières :

Pour les prêts à taux variables il suffit d'augmenter les taux d'intérêt afin d'augmenter les profits générés par la dette.

Manœuvrer pour faire baisser les cours des matières premières exportées par les pays du Sud (pétrole, café, cacao, sucre, minerais...)

N'étant pas en mesure de rembourser les pays concernés sont accueillis les bras grands ouverts pour le Fond Monétaire International (F M I) à la demande des banques créancières. Le F M I leur accorde donc de nouveaux prêts à la double condition qu'ils poursuivent le remboursement aux banques et surtout qu'ils mènent la politique décidée par ses experts.

À titre d'exemple :

- Abandon des subventions aux produits et services de première nécessité (tant pis pour les plus pauvres...)

- Réduction des dépenses publiques (les riches sauront toujours se débrouiller pour l'enseignement de leurs progénitures, pour leur santé...)

- Dévaluation de la monnaie.

- Taux d'intérêt élevés pour attirer les capitaux étrangers.

- Production agricole tournée vers l'exportation,

- Ouverture totale des marchés par suppression des barrières douanières.

- « Libération » de l'économie

- Fiscalité aggravant les inégalités avec hausse de la T V A

- Privatisation des entreprises publiques rentables.

Totalement pris dans la masse. Pris dans une nouvelle forme de colonisation qui n'a même plus d'armée coloniale sur place. La « dette » se charge de piller le pays et de remplir les coffres forts des créanciers.

Dettes odieuses

Dettes illégitimes

Dettes illégales

Dettes insoutenables

C'est dans cette situation que se débat Haïti ainsi que bon nombre de pays dits pauvres d'Asie, d'Afrique, d'Amérique du sud, de la Caraïbe.

À cela s'ajoute les avantages fiscaux accordés aux entreprises qui exploitent les matières premières des pays dominés. Ce sont donc en plus des milliards de dollars ou d'euros perdus pour ces derniers incapables de sortir du cercle de la misère.

Partout dans le monde ce brigandage criminel de haut vol a été mis en œuvre pour asservir les peuples :

En Tunisie en 1881 pour asservir la Tunisie à la France.

En Égypte en 1882 pour asservir l'Égypte au Royaume Uni.

En Grèce en 1830 avec une dette qui l'enchaînait au Royaume Uni, à la France et à la Russie tsariste.

Après la seconde guerre mondiale en Amérique du Sud, en Asie et en Afrique quand les pays accédant à l'indépendance dans les années 1960 avaient besoin de capitaux pour



L A D E T T E

GIGANTESQUE ESCROQUERIE DES BANQUES DES PAYS RICHES ET DE LEURS ETATS

Le système financier mondial a emprunté une voie intenable où la croissance de la dette sans contrainte est devenue incontrôlable.

financer leur « développement ».

Partout la dette a été l'instrument majeur pour imposer des politiques néocoloniales.

En Europe même le mécanisme bien rodé du pillage a été actionné. Plusieurs peuples européens ont été mis en condition pour accepter l'inacceptable.

En 2008 en Hongrie, Ukraine, Roumanie des prêts de milliards d'euros ont été accordés en échange, de hausse de la T V A, du gel des salaires des fonctionnaires, des diminutions des prestations sociales, de privatisations, de suppressions de postes dans la fonction publique...

On sait ce qui, de fraîche date, est arrivé à la Grèce.

En 2010 l'Union européenne et le F M I l'ont poussé à signer un prêt de 110milliards d'euros. Ce prêt a servi à quoi ? À rembourser les grandes banques essentiellement françaises et allemandes qui craignaient de ne pas recevoir leur argent, le pays l'a payé encore cher avec des plans d'austérité particulièrement sévères.

D'autres pays européens ont vacillé :

l'Irlande en 2008, le Portugal en 2011.

En France l'histoire des « prêts toxiques » est instructive.

Pendant des années des banques (dont DEXIA) ont proposé aux collectivités territoriales, aux hôpitaux, aux offices HLM des prêts à taux réduits et fixes pendant une très courte période, puis indexés sur des indicateurs (que ne maîtrisent pas toujours les emprunteurs) qui s'envolent faisant exploser les taux atteignant jusqu'à 30% .

Taux exorbitant qui a mis en péril 5000 collectivités en France. Les montants concernés sont colossaux et privent les collectivités territoriales de moyens importants et de services à

la population. En Martinique aussi certaines collectivités et non des moindres alléchées par ses offres « se sont fait avoir ». Elles préférèrent ne pas trop en parler...

Des particuliers aussi ont été victimes du système. En Afrique avec le système du microcrédit abusif pour créer de petites entreprises artisanales, les femmes abusées subissent des pressions psychologiques infernales pour rembourser. En Espagne, en Grande Bretagne, aux États Unis des millions d'ordres d'expulsion de logement ont été pris à l'encontre des familles qui n'arrivaient plus à rembourser leurs dettes. En Inde des milliers de familles surendettées ont été conduites au suicide.

Une nouvelle crise pourrait provoquer, calcule le FMI, dix fois plus de dégâts qu'il y a dix ans (soit celle de 2008).

SE REVOLTER CONTRE CES DETTES

En Espagne en 2010, à Barcelone la mairesse s'est opposée aux expulsions forcées en organisant des occupations de banques.

Aux États Unis où une année d'étude coûte plus de 12000 euros, les dettes des étudiants sont énormes. Avant d'entrer dans la « vie active » bon nombre d'étudiants se trouvent déjà endettés jusqu'au cou et pour de longues années.



Le combat contre ces diverses victimes de cette escroquerie planétaire est-il perdu d'avance comme les souteneurs du système tentent de le faire croire en invoquant la liberté, la légalité et autres « vèglaj » du même genre ?

Le combat pour l'émancipation des peuples,

L A D E T T E

GIGANTESQUE ESCROQUERIE DES BANQUES DES PAYS RICHES ET DE LEURS ETATS

la justice sociale ne s'arrête jamais et remporte des victoires. Résister aux créanciers escrocs est tout à fait possible.

Au Mexique sous Benito Jaurès les emprunts que le régime de l'empereur Maximilien avait contractés auprès de la Société Générale de Paris en 1867 pour financer l'occupation du pays par l'armée française n'ont pas été « honorés ». Toujours au Mexique en 1914 en pleine révolution Emilio Zapata et Poncho Villa ont suspendu complètement le paiement de la dette extérieure, remboursant seulement des sommes symboliques.

D'autres pays comme le Brésil, la Bolivie, l'Équateur ont suspendu les paiements à partir de 1931.

Au Brésil un accord conclu en 1943 a réduit la dette de 30% ;

En Équateur le président Rafael Correa a mis en place en 2007 une commission d'audit de la dette publique qui a démontré le caractère illégitime d'une grande partie de celle-ci. En novembre 2008 le gouvernement a décidé de suspendre le remboursement.

Le gouvernement de ce « petit » pays est sorti vainqueur de cette épreuve de force avec les banquiers étasuniens. Le Trésor équatorien a économisé 7 milliards de dollars.

En Islande la mobilisation populaire a contraint les banques en liquidation à indemniser les épargnants.

Preuve que seule la lutte paie.



Les sommes considérables accaparées par les créanciers sont un enjeu majeur pour ces derniers pilleurs de la richesse produite par les peuples. On comprend pourquoi la complicité active des gouvernements acquis à leur cause leur est si précieuse. On comprend pourquoi la mise en place de régimes fantoches, de marionnettes et de dictateurs aux petits pieds est vitale pour les affameurs de peuples.

Contre ces dettes illégitimes la mobilisation des peuples du monde pour ne pas payer ces dettes fabriquées est légitime ...

NE PAS PAYER EST LEGITIME.

Voici des extraits d'un discours de Fidel CASTRO où il traitait de la dette en Aout 1985:

« Le recouvrement de la dette et le système injuste de relations économiques actuellement en vigueur constituent la plus flagrante, la plus brutale des violations des droits de l'homme, de toutes celles qu'on peut imaginer. » (...) *« une petite portion de l'ensemble de la dette a été investie dans des projets utiles. Mais nous savons tous qu'une grande partie a été investie dans les armes, a été dilapidée, gaspillée, détournée et nous savons en outre qu'une grande partie n'est même pas arrivée en Amérique latine. »*

« Lorsque nous parlons d'abolir la dette, nous parlons de toutes les dettes qu'a contractées le Tiers-monde auprès du monde industrialisé, ce qui n'exclut pas les pays socialistes. Lorsque je parle du nouvel ordre économique international et de prix justes, je n'exclus pas, loin de là, les pays socialistes. Je suis sûr que ça représenterait pour eux des sacrifices, mais ils comprendraient et appuieraient. »

« Il ne s'agit pas d'une seule idée, l'idée d'abolir la dette. Cette idée est à associer à celle du nouvel ordre. En Amérique latine elle est aussi associée à celle de l'intégration parce que même si on arrive à abolir la dette et à instaurer le nouvel ordre économique, sans intégration nous resterons des pays dépendants. »

CITÉ GRENADE : LES HABITANTS MOBILISÉS POUR LEURS DROITS !



Le Dimanche 17 Février 2019, la cité Grenade à Ajoupa Bouillon connaissait une animation inhabituelle. Très tôt les membres du « KOMITÉ DÉFANS MANMAY SITÉ GRINAD AJOUPA BOUILLON » s'activaient pour terminer la préparation de la manifestation du jour. Le comité avait invité à un rassemblement à la Cité afin de porter à tout un chacun des éléments sur la situation des habitants de la Cité et aussi pour solliciter la solidarité dans leur lutte difficile pour leurs titres de propriété et le désamiantage des maisons.

Le chapiteau installé à l'entrée de la cité arborait drapeaux et banderoles, et la sonorisation diffusait de la musique martiniquaise, rythmes divers, bèlè,... chansons de souvenirs de faits de notre pays et de notre histoire.

Une responsable du Comité a accueilli les personnes présentes par une allocution ouverte et engageante sur l'action que mènent les habitants de la cité. Puis le responsable du comité a fait la genèse de l'affaire qui dure depuis une trentaine d'années. Ces maisons qui ont été construites par la mairie d'Ajoupa Bouillon, ont été payées par les personnes qui y habitent, or à ce jour malgré toutes leurs démarches elles n'ont toujours pas de titre de propriété ce qui n'est pas sans conséquence pour elles d'autant que, vu la situation elles ne peuvent effectuer de réparations et vivent dans un environnement pollué par l'amiante. Ce problème de l'amiante est une grosse difficulté car la santé des personnes est affectée

et elles ne peuvent effectuer les travaux nécessaires qui s'imposent vu l'ancienneté des maisons, les entreprises refusant d'intervenir dans des locaux contenant de l'amiante. En outre il ne leur est pas possible de s'engager financièrement pour faire des travaux car elles n'ont pas de titre de propriété. En ce qui concerne le désamiantage afin de vivre dans un logement sain et conforme aux lois existant en la matière, leurs revenus ne leur permettent pas de faire face au coût qui est très élevé.

Devant cette situation les intéressés ont décidé de porter l'affaire devant les tribunaux. Leur avocat Raphael CONSTANT a exposé les aspects juridiques du problème et insisté sur la nécessaire mobilisation d'un maximum de personnes pour la solidarité qui permettra de faire bouger les autorités responsables à divers niveaux qui bafouent la loi. Il insista d'autant sur la mobilisation que le délibéré du tribunal suite à la plainte déposée, qui devait être rendu 2 jours avant, soit le 15 février ne l'avait pas été. Est-ce du fait de la mobilisation prévue le 17 ? En tout cas ailleurs comme à Cité Grenade seule la lutte paye.

Des personnes qui mènent des combats dans la région comme à Saint Pierre, les occupants légitimes de Pécol ou les riverains de la Roxelane, sont intervenues pour illustrer leur lutte et apporter leur solidarité.

Alex GRANVILLE au nom du PKLS exposa le soutien actif du PKLS à ces habitants qui sont victimes d'une situation inadmissible, les raisons de sa présence à leurs côtés depuis un certain temps et son engagement de tout faire pour obtenir gain de cause comme à Pécol.

Les interventions qui suivirent exprimèrent leur solidarité comme celles du MPREOM, l'UFM, le GRS.... Toutes ont été ponctuées du son du groupe de tanbouyé présent.

CITÉ GRENADE : LES HABITANTS MOBILISÉS POUR LEURS DROITS !



Le Maire de l'Ajoupa Maurice BONTE qui avait été invité à intervenir, a exposé les raisons, selon lui, qui ont tant retardé des solutions aux difficultés de ces personnes, tant sur la question des titres de propriété pour laquelle il a promis de faire accélérer que celle de l'amiante où il est prêt à intervenir comme il se doit. Le comité lui a répondu qu'il est prêt à agir partout où cela est nécessaire.

A cette date proche de l'anniversaire de la tragédie de Chalvet en février 74 quand les forces de répression assassinèrent ILMANY et MARIE LOUISE, en ce lieu proche de là où se déroulèrent ces événements, il était opportun de rappeler cette page de notre histoire et rendre hommage aux victimes. C'est Jean Pierre ETILE qui retraça les faits et apporta des éléments pour mieux comprendre cette grève et d'autres qui eurent lieu en Martinique en Février-Mars. Il s'en suivit des témoignages émouvants de travailleurs qui travaillaient dans le secteur et de personnes habitant la région qui ont vécu ces faits.

La chanson de Kolo Barst, fils de la région, « FÉVRIER 74 » était de circonstance et fut très présente tout au long de la journée.

Ceux qui le souhaitaient ont pu déjeuner sur place. La nourriture n'était pas que pour le ventre car il y avait aussi Jean François LIENAF, matjè pawol, qui a fait danser les mots pour le plaisir des auditeurs et a slamé des textes de son dernier ouvrage « Fa majeur » qui est en vente.

Bravo au Comité pour l'organisation de cette journée de rencontre avec la population qui fut un succès, par la participation, le contenu et le déroulement, ce qui très certainement est l'annonce de futures conquêtes dans le combat des habitants de la cité Grenade, pour bénéficier de leurs droits en tant que propriétaires et pour obtenir la prise en charge du nécessaire désamiantage des maisons ainsi que l'attention médicale et sociale liée à leur situation de victimes de l'amiante.

La lutte sera encore longue mais avec la persévérance, la victoire est au bout.

Les habitants de cité Grenade auront encore besoin de solidarité, soyons prêts à les soutenir.

PKLS KANTÉKANT ÉPI MANMAY SITÉ GRINAD POU GENYEN !

L'AMIANTE et ses dangers.

Le mot « amiante » désigne différents minéraux composés de fibres contenus dans divers matériaux et objets comme le **fibrociment**. L'amiante sert d'isolant pour diminuer la chaleur ou le bruit. Elle a été utilisée dans la construction jusque dans les années 1990.

L'**amiante**, de par son caractère volatile et fibreux, représente un danger invisible à l'œil nu pour l'homme. L'amiante constitue un risque pour la santé des personnes qui y sont exposées. Les matériaux contenant de l'amiante sont **très dangereux** pour la santé

- lorsqu'ils sont en mauvais état,
- lorsqu'ils sont friables, c'est-à-dire qu'ils peuvent être émiettés ou réduits en poudre,
- lorsqu'ils sont manipulés, par exemple lors de travaux où on scie, perce, découpe, ponce, casse les matériaux.

Une personne est exposée lorsque l'air qu'elle respire contient de l'amiante. Plus elle est exposée, plus elle risque d'avoir des **problèmes de santé**. Le risque augmente avec la durée et la fréquence à laquelle elle a été exposée.

Une personne qui a été exposée à des fibres d'amiante peut développer des **maladies pulmonaires, des cancers**, qui peuvent prendre des dizaines d'années avant d'apparaître.

Si vous pensez avoir été exposé à l'amiante, **prenez des précautions**. Si vous avez des craintes au sujet de votre santé **consultez un médecin** pour faire des examens et il doit signaler cela.

Si vous habitez dans un logement contenant de l'amiante qui peut se trouver en différents endroits sous différentes formes (cloisons, parois, toitures, divers revêtements isolants, sol), nous vous conseillons de contacter le Comité des habitants de la cité Grenade, afin de créer une dynamique pour pouvoir mettre les autorités concernées devant leurs responsabilités et préserver la santé de votre famille.

Si vous avez été diagnostiqué comme contaminé par l'amiante adressez vous au **FIVA** (Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante).

De la mobilisation sortiront des solutions pour régler les problèmes complexes liés à la situation de l'amiante et la solidarité doit s'exprimer avec tous ceux qui en sont victimes.



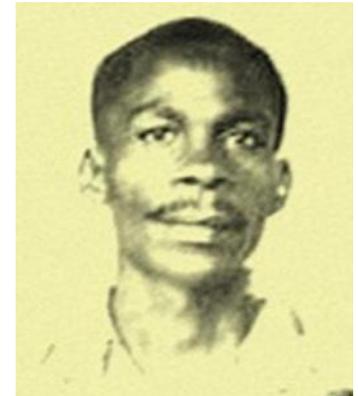
La mobilisation à la cité Grenade a été l'occasion de discuter des évènements de Chalvet en Février 1974. La chanson de Kolo BARST qui traduit bien cette tragédie y a été très présente. Nous publions les paroles de la chanson.

Février 74

Manmay manmay kouté, kouté sa ki pasé
 Sété an février, février 74
 Adan chan zannanna, tou pré komin Baspwent
 Asou bitation Chalvé, tè bétjé ni pou ta yo
 Ouvriyé agrikol, té ka manifèsté
 Pou bétjé té ogmanté, lé jounen bannan'la
 Maléré bien owganizé, té ka rivanditjé
 Déja 3 jou yo ka lité, négosiasion blotjé
 Nèg di sa pé pa diré, fok yo ni sa yo lé
 Genyen sa yo mérité, jiska lité san rété
 Lèspri té ka chofé, mouvman ka bat douvan,
 Pèp té ni dwa kriyé, lanvi ba ich yo manjé
 Vérité pété tèt kolon ki préféré rété séré
 Épi olié yo négosié, yo kriyé polisié
 Polisié ki fèt épi nèg, katjilé avan alé
 Alo pou ranplasé, yo vwéyé mitrayèt
 Mitrayèt ki pa ni tjè, asèpté mision-a
 Pli nèg té ka vansé, pli bal réyèl ka tiré
 Ouvriyé pran kouri séré, bal réyèl kontinyé tiré
 Dé kanmarad tonbé, Ilmany épi Marie-Louise
 Ilmany tonbé Chalvé, Marie-Louise tonbé apré
 Sété an février, février 74
 Marie-Louise tonbé Loren, yo mennen'y lakapot
 Sété an février, Février 74
 Manmay manmay kouté, kouté sa ki pasé
 An février 74 yo tjwé nèg ka chaché manjé.
 Sonjé, sonjé, sonjé, sa ki pasé,
 Sonjé, sonjé, sonjé, sonjé, sonjé, février 74,
 Yo tjwé nèg ka lité pou manjé,
 Sonjé, février 74, yo bafwé la dinité dé zouvriyé,
 Yo tiré asou nèg ka chaché manjé,
 Sonjé, pa oubliyé, pa oubliyé rakonté ich-ou,
 Di yo sa ki pasé an 74, Février 74,



Kolo BARST



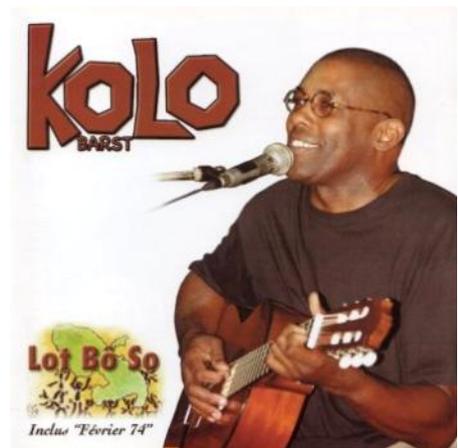
Renor ILMANY



Georges MARIE LOUISE

Février 74

Lanné nèg té bouskilé, yo bafwé la dinité dé zouvriyé
Manmay Manmay kouté, kouté sa ki pasé an févriyé 74
Sonjé, sonjé, sonjé, sa ki pasé
14 févriyé 1974, yo tiré anlè ouvriyé agrikol an grév,
Dé kanmarad tonbé, Ilmany épi Marie-Louise
Yo kité dé vev épi dé zowfelen.
Pèsonn, pèsonn pa mandé yo padon!
Nou lé kwè, nou ka kwè,
Nou ka kwè ke listwa an jou, ké riba yo dinité yo
Épi, pou tou sa ki lité, pou tou sa ki blésé,
Pou tou sa ki tonbé an 74,
Nou ka di zot, non zot gravé
Non zot gravé dan latribu dé mawtir
Listwa ké riba zot dinité zot.
Sonjé, sonjé, sonjé, sa ki pasé,
Sonjé, sonjé, sonjé, sonjé, sonjé, Février 74
Yo tjwé nèg ka lité pou manjé
Sonjé, pa oubliyé, pa oubliyé rakonté ich-ou,
Di yo sa ki pasé an 74,
Février 74, lanné nèg té bouskilé,
Yo bafwé la dinité dé zouvriyé,
Manmay Manmay kouté, kouté sa ki pasé an févriyé 74
Sonjé, sonjé, sonjé, pa oubliyé...



Février 74: Yo tjwé nèg ka lité pou manjé!

MAWONNÈZ

Fanm tou té ka mawon. Yo té la lè yo té ka monté konplo avan sé chap-la. Yo té ka pòté manjé ba sé mawon-an épi yo té ka di yo sa té ka fet. Epi apré yo menm té ka foukan épi ti manmay-yo, dépi sa sé nonm-lan té planté té rivé matrité. Délè yo té ka mawon dépi yo akouché épi an ti manmay 7 a 8 jou asou bra-yo.

Tout moun ja tann palé di an fanm Gwadeloup yo té ka kriyé SOLITID, i té ka viv dan bwa épi an lawmé mawon ki té ka atatjé bitasion. Lè solda Napoléon débatjé pou viré mété lesklavaj, toupandan i té ansent la, SOLITID té ka goumen kont fwansé-a épi dé brav nonm kon : DELGRES épi IGNACE .

MAWONNÈZ

Jòdi jou gran jou,
Jòdi jou bel jou
Mawonnèz pwan bwa !
Jòdi jou gran jou,
Jòdi jou bèl jou,
An mawonnèz véyé
Lè lalin lan séré
Pou'y pwan bwa :
I fè chimen dèyè,
Maché anlè kabrit-bwa,
Mèt kritchét ka babyié,
Rété pou dézod pé,
Pé dézod tchè'y
É vwéyé ko'y alé adan lannuit nwè-a..
An fanm lévé,
An fanm doubout
Savann lan pri difé !
Dépi jou Nègrès-la planté an péyi-a
Ka alé, ka vini
Ka suiv, ka swé
Ka pòté, é sipòté
Ka bat é ka débat
Tèt dwèt, tèt fiè,
Ren maré, nen trousé
Bien kanpé anlè dé pié'y
Asou tè péyi a ;
Ko'y menm sé tout an péyi
Tout ko'y sé péyi a menm
Èpi chimen, èpi tras
Èpi fréchè, épi chalè
Èpi ravin...

Épi mòn ka rébondi pa tout bò :
An péyi vidjò
Ki ni bon balan an ko'y !
An nonm gadé,
Dé zié'y kléré
Jo'y mal fanm ! »
Jòdi jou gran jou
Jòdi jou bel jou,
Tout fanm lévé
Tout fanm doubout
Simen difé an savann lan !



Kannaval : Sa ka rivé nou?

La période du carnaval cette année a été plutôt longue. Les manifestations carnavalesques ont été très nombreuses, plus que d'habitude, tant à Fort de France que dans nombre de communes. Très certainement on a dû atteindre des chiffres records tant pour les carnavaliers que les spectateurs qui, bien entendu, apportent leur contribution au succès du carnaval. La semaine précédant les jours gras, à titre d'exemple il y avait carnaval le Mercredi à Ducos, le jeudi dans des quartiers de Fort de France, le Vendredi à la Pointe Simon dans l'après midi, le soir au Lamentin, le samedi à Fort de France et ailleurs..., tous les jours gras Fort de France a battu les records de participation. On pourrait se réjouir de ce que le peuple s'approprie sa ki ta nou, notre carnaval, qui est un élément essentiel de notre culture, de notre vécu sociétal.

Cette année le dieu Vaval lui-même connut des péripéties; sa photo ayant été diffusée avant l'heure, ce couac contraignit les auteurs à modifier certains éléments, probablement à cause de cela qu'il était difficile à identifier. Comme toujours des pancartes et des chants donnèrent libre cours aux satyres qui visent untel ou unetelle, qui a été vedette d'un fait divers ou d'une action dans la société. Il faut noter que la rareté des bwabwa s'accroît au fil des ans, certainement parce que les liens de vie des quartiers se dissipent, le carnaval n'est plus autant d'inspiration populaire. A trop vouloir l'encadrer on risque de l'étouffer.



A fos makak karésé yich li i toufé'y.

Le carnaval est un temps de vie de notre communauté qui chaque année se retrouve pour se défouler, s'amuser, se distraire, c'est une fête populaire où des initiatives, plus originales les unes que les autres, sont prises, cherchant à innover, à coller à l'actualité, à valoriser notre patrimoine, simplement à distraire.

C'est aussi l'occasion d'expression du talent des uns et des autres, qui révèle les capacités de notre peuple pour des réalisations originales, plongeant dans notre histoire ou apportant des éléments pour la forger.

Alors nous devons nous interroger sur la qualité de notre carnaval et questionner collectivement la société martiniquaise pour laquelle il s'agit d'un moment majeur de notre vie, la



Kannaval : Sa ka rivé nou?



fête la plus populaire qui joue un rôle de bokantaj, de sanblaj, de communion au-delà des clivages établis. Ce qui semble une pause dans la routine du quotidien qui pèse tant dans la tête et sur les épaules de tout un chacun. C'est dans la mesure où il est l'affaire de tous, qu'il est l'expression authentique de notre communauté qui fait qu'il a sa personnalité propre, ses caractéristiques qui font qu'il est différent des autres carnivals.

Fok pa nou kité kannaval nou, pas sé ta nou, tonbé an banmbanm.

Les artistes, les artisans, les professionnels et amateurs de la couture, de la coiffure, de l'esthétique, de la décoration..., doivent apporter leur participation à l'œuvre collective, car le carnaval est contributeur du développement et du rayonnement de notre culture. Certains veulent en faire un produit touristique, mais pour cela il faut préserver son authenticité

et améliorer sa qualité.

Ce carnaval 2019 ne restera pas gravé dans les mémoires comme un succès ni dans les sons, ni dans les chants, ni dans les thèmes, ni dans les costumes, ni dans la diversité, ni dans la créativité, ni dans les couleurs... Bref un carnaval plutôt terne, uniforme, sans éclat.

Le Vaval qui fut brûlé le mercredi des cendres au-delà du symbole qu'il représente comme marquant la fin des festivités, n'aura pas sa place au musée du carnaval.

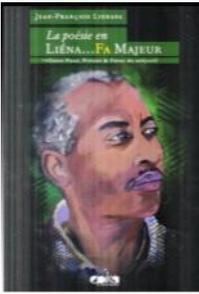
Au fait parmi les activités autour du carnaval et dans la trajectoire de ceux qui ne veulent y voir qu'un produit touristique, pourquoi n'y a-t-il pas un musée du carnaval ? Il conserverait une partie de notre mémoire et aiderait ceux qui sont acteurs de notre carnaval à y puiser des idées...

Manmay, sa ka rivé nou ? Fo pa nou selman ka atann pou gadé mas pasé an lari, nèg gwo siwo déboulé, fok sé toulong nou sonjé ki kannaval-la an lavi nou, ki lavi nou an kannaval-la. Délè fok graté tet nou tibwen plis pou nou ba kannaval-la balan-a i bizwen-an !



CHRONIQUE : Des livres à lire, peut-être !

« La poésie en LIENA...FA Majeur », de J-F LIENAFI (EPIKA)



La parole est belle, que la parole est belle. Cela chante, cela vibre.

Lienafi n'est pas auteur mais poète-conteur.

Deux préfaces (Pawol lapot douvan) de Serge Restog et Daniel Boukman et une postface (pawol lapot déyè) de Doris Bingue.

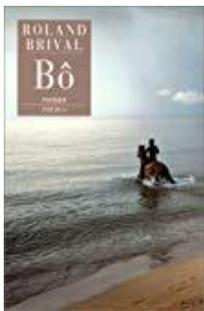
Et au milieu, la pawol de Liénafi qui touche à tout, à son quotidien, son passé et même au « futur du subjonctif ». On y parle de « maman », de « football », du « bondié » et même de « Mona » etc...

Au-delà du contenu, il reste que la pawol est belle car elle frappe, est cinglante et respire un parfum d'authenticité.

A noter un petit lexique en fin d'ouvrage qui n'est pas inutile pour le créolophone occasionnel.

Livre à acheter à tout prix, pas pour lire mais DIRE !

« BÔ » DE R. BRIVAL (CARAÏBDITIONS)



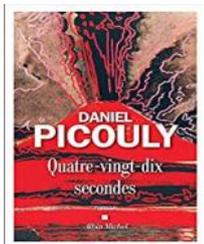
On oublie souvent cet auteur martiniquais même s'il a à son actif une petite vingtaine de romans depuis 1996 !

Ici l'histoire d'un enfant dit Bô, « le bruit que fait le verre de rhum vite posé avec force sur comptoir des petits bars », qui a été élevé au Morne-des-Esses, « le pays des hommes-tambours ».

Il y a une vraie fresque de personnages extraordinaires (Simon, Ton Julien, Oncle Alcide, Adréa, Tante Adeline etc...). Il faut dire que l'histoire se passe à une période contemporaine non datée totalement hors des sentiers battus de la Martinique coloniale. Il y a aussi l'ascendance et l'histoire de Bô qui se dévoilent au fur à mesure et de manière surprenante sinon renversante : Le père empoisonné mais par qui ?, la mère dont on découvre qu'elle n'est pas la mère mais avec un caractère « poto mitan » qui permet à l'enfant de grandir. De la Martinique officielle, on ne trouve que des gendarmes un peu idiots, un prêtre pédophile et un maire omnipotent qui finira mal.

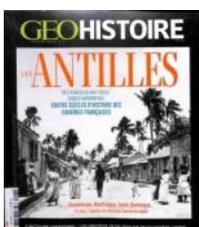
La fin est déroutante et on termine le livre en se demandant s'il ne faudrait pas que Brival nous raconte la suite. A lire.

« QUATRE-VINGT-DIX SECONDES » DE D. PICLOULY (ALBIN MICHEL)



Concédonz que le livre est bien écrit et rythmé. A part cela, même si l'auteur est un ancien Renaudot, on finit le livre déçu. Un exercice d'écriture. Pas plus. De roman il n'y a pas grand-chose ou une insignifiance des choses. De Saint-Pierre, pratiquement rien. Un zeste de réalité historique avec Hurard ou Mouttet ou Fouché, une absence de vérité et d'imagination et des effeuillages insipides sur 1848, les élections etc... Bref, on peut lire mais largement s'en passer.

« LES ANTILLES » DE GEO HISTOIRE



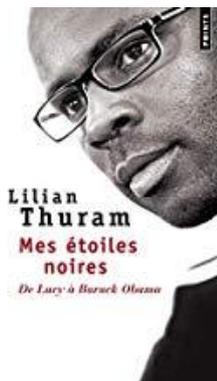
Numéro spécial de la célèbre revue. A lire pour voir le regard européocentriste sur nous et notre 6^{ème} continent.

Lire ce que dit l'Autre de nous est toujours une bonne chose. C'est tout !

A LIRE

MES ÉTOILES NOIRES (Lilian THURAM)

Lilian THURAM est surtout connu en qualité de footballeur international : champion du monde 1998 sans compter ses nombreux titres en clubs. En 2008 il a créé une Fondation - Éducation contre le racisme.



Son livre « Mes étoiles noires » se veut être une contribution à ce combat. Il s'adresse à ceux « à qui on a inculqué savamment la peur, le complexe d'infériorité, le tremblement, l'agenouillement, le désespoir, le larbinisme » (A.Césaire. Discours sur le colonialisme)

Lilian THURAM se félicite d'avoir eu la chance de fructueuses rencontres qui ont mis entre ses mains « *des clés pour comprendre l'Histoire et s'ouvrir à d'autres grandes figures de l'humanité que celles présentées dans les manuels scolaires, en particulier des étoiles noires aux noms, travaux, actions et œuvres souvent totalement méconnus* »...

Et aussi d'avoir compris que : « *l'esclavage n'était pas une confrontation entre Noirs et Blancs, mais un système économique, une activité ordonnée, organisée, un commerce d'êtres humains soigneusement planifié* »

Puisque d'évidence le travail d'éducation n'a pas été fait (et pour cause !) comment vouloir aux enfants mais aussi à tous ceux qui n'ont pas compris. Tant que nous serons prisonniers de l'idéologie raciste qui a classifié les êtres en « supérieurs » et en « inférieurs » nous ne pourrons pas comprendre que « *l'âme noire, le peuple noir, la pensée noire, n'existent pas plus que l'âme blanche, le peuple blanc ou la pensée blanche et que tout cela n'est que jeu de construction...* »

La conclusion qui s'impose c'est que « si nous voulons vraiment changer notre société, lutter contre le racisme, ce n'est pas sur la discrimination positive ni sur le communautarisme qu'il faut compter. »

« *Seul le changement de nos imaginaires peut nous rapprocher et faire tomber nos barrières culturelles... et dépasser l'obstacle majeur qui se cache derrière des mots comme minorité visible, diversité, les nous déterminés par la couleur de la peau.* »

En nous présentant ses étoiles noires L. THURAM espère contribuer au dépassement de ces obstacles.

Ses étoiles sont nombreuses. Qu'elles datent de LUCY (moins de 3 millions d'années) à des contemporains. La liste est longue, mais toutes ces étoiles méritent d'être connues. Tant les pharaons noirs d'Égypte, que le fabuliste noir Ésope (copié par La Fontaine), que la reine ZINGHA résistante contre les razzias négrières, que Toussaint-Louverture, que Jean-Jacques Dessalines (héros de l'indépendance Haïtienne), que Louis Delgrès et Solitude. De tant d'autres et de tant d'autres : écrivains, poètes, musiciens, militaires, de Césaire, de Fanon, de Lumumba, de Malcom X, de Martin Luther King, de Bilie Holiday, de Nelson Mandela, de Mumia Abu-Jamal, de Marcus Garvey...et encore de tant d'autres.

Quant à la liste de scientifiques, inventeurs, chercheurs elle est impressionnante par sa diversité au point qu'on en est à se demander quelles sont donc les inventions dont la paternité ne revient pas à des « chercheurs noirs ».

Toute une kyrielle d'inventions à usage domestique, pour le jardin, les loisirs, l'écriture, l'école, l'industrie, l'alimentaire, les transports, la sécurité, la santé, la biologie, la pharmacologie, la mécanique, les communications, les mathématiques, l'électronique' la recherche atomique, l'astronomie....

Un livre à lire par tous et à offrir en particulier aux plus jeunes.

LE CHOC ET LES EFFETS DE LA FUSILLADE DU 4 MARS 1948 AU CARBET

Le 4 mars 1948, au Carbet, des gendarmes français assassinaient par fusillade trois ouvriers en grève, les frères JACQUES et DALIN, après qu'une délégation s'est rendue chez l'usiner, le béké Bally.

Cette fusillade va mettre en émoi la Martinique. Cela faisait en effet plus de vingt ans (la fusillade du 9 février 1923 à Bassignac) où les travailleurs n'avaient pas été tués par la soldatesque française pour fait de grève.

Elle va aussi amener le mouvement démocratique à s'interroger sur sa stratégie politique.

En effet, 1948, c'est deux ans après la départementalisation qui aurait dû voir aboutir la lutte pour « l'égalité des droits ». Pourtant, c'est du plomb que reçoivent les travailleurs en lutte.

Aux lendemains de la seconde guerre mondiale, les communistes martiniquais ont le vent en poupe. Ils personnifient la lutte contre la corruption, l'honnêteté politique, le combat anti-béké et ils ont joué aussi un rôle important dans le soulèvement contre l'Amiral Robert. Avec ce bagage, alors qu'en 1939, ils n'avaient qu'un élu (Léopold Bissol) au Conseil Général, ils connaissent des triomphes électoraux : gains de municipalités dont Fort de France, la capitale, deux députés sur trois aux législatives (36000 voix contre moins de 20000 aux socialistes et à la droite) etc...

Conformément à la ligne politique définie depuis 1920 par le fondateur Jules Monnerot (décédé en 1943), les députés communistes martiniquais, Bissol et Césaire (avec l'appui des communistes guadeloupéens et réunionnais mais les réserves du PCF), demandent au parlement français que la Martinique quitte son statut particulier de « vieille colonie » pour devenir département français. C'est ainsi qu'est votée en mars 1946 la loi dite de départementalisation.

Le pari communiste est que cette « départementalisation » va permettre aux travailleurs et à la petite bourgeoisie (principalement, les artisans) de contrer les for-

ces réactionnaires (à l'époque ce terme concerne tout à la fois les usiniers, les socialistes et la droite), pour permettre un développement économique interne et un meilleur être social pour les masses populaires.

C'est dans cette même logique que le Conseil Général présidé par Georges GRATIANT (grâce à une curieuse alliance avec les radicaux contre les socialistes et la droite) adopte un programme économique (aujourd'hui, mille fois plus ambitieux que celui de la CTM !) et social (création de crèches, mise en place de la médecine préventive etc...), que la CGT menée par les Lamon et Duféal crée, contre la caste béké (qui expliquait aux travailleurs que les communistes voulaient leur voler leur argent !) les conditions de la création de la Sécurité Sociale etc...

Mais, ce combat pour « l'égalité des droits », mot d'ordre officiel de la Fédération martiniquaise du PCF, va se heurter de plus en plus à des difficultés internes et externes.

Externes car, en France, les communistes sont chassés du gouvernement et c'est le début de la guerre froide avec sa campagne anti-soviétique. Ainsi, le rêve des communistes martiniquais de s'appuyer sur un pouvoir de gauche dans leur lutte contre les békés s'envole (on le reverra surgir en 1981 avec l'élection de Mitterrand et le moratoire de Césaire !)

Interne car les forces réactionnaires martiniquaises et les usiniers vont trouver un point d'appui non négligeable en la personne du premier préfet français en Martinique, M. Pierre TROUILLE. Ce dernier est socialiste et anticommuniste. Non seulement, ce préfet va créer les conditions pour que les communistes perdent la présidence du Conseil Général mais il va rapidement ensanglanter la terre martiniquaise en mettant à la disposition des usiniers l'armée et la troupe.

Moins d'un an après son arrivée, le Préfet envoie donc au Carbet, à la disposition du béké BALLY, la troupe face aux travailleurs en

LE CHOC ET LES EFFETS DE LA FUSILLADE DU 4 MARS 1948 AU CARBET

grève. Ces derniers le 4 mars 1948 vont en délégalation voir leur patron quand les soldats tirent : trois morts : Mathurin DALIN et deux frères JACQUES (dont un qui mourra des suites de ses blessures) et un blessé, André Balmer.

L'effet immédiat de cette fusillade de travailleurs sera un durcissement du mouvement ouvrier sur le plan politique et syndical.

Sur le plan politique, les communistes vont marquer leur rupture avec les radicaux et perdront la présidence du Conseil Général. Il y aura une dénonciation nette de l'union des forces politiques (socialistes, radicaux et droite) avec la Préfecture et l'Usine comme à l'époque honnie du gouverneur Richard.

Sur le plan syndical, il y aura les événements à Basse Pointe sur l'habitation Leyritz. Les travailleurs en lutte ne laisseront pas les gendarmes tirer sur eux comme des lapins. Ils riposteront et tueront à coups de coutelas l'économiste béké, Guy de Fabrique. Ce sera le début de l'affaire des 16 de Basse Pointe qui se terminera

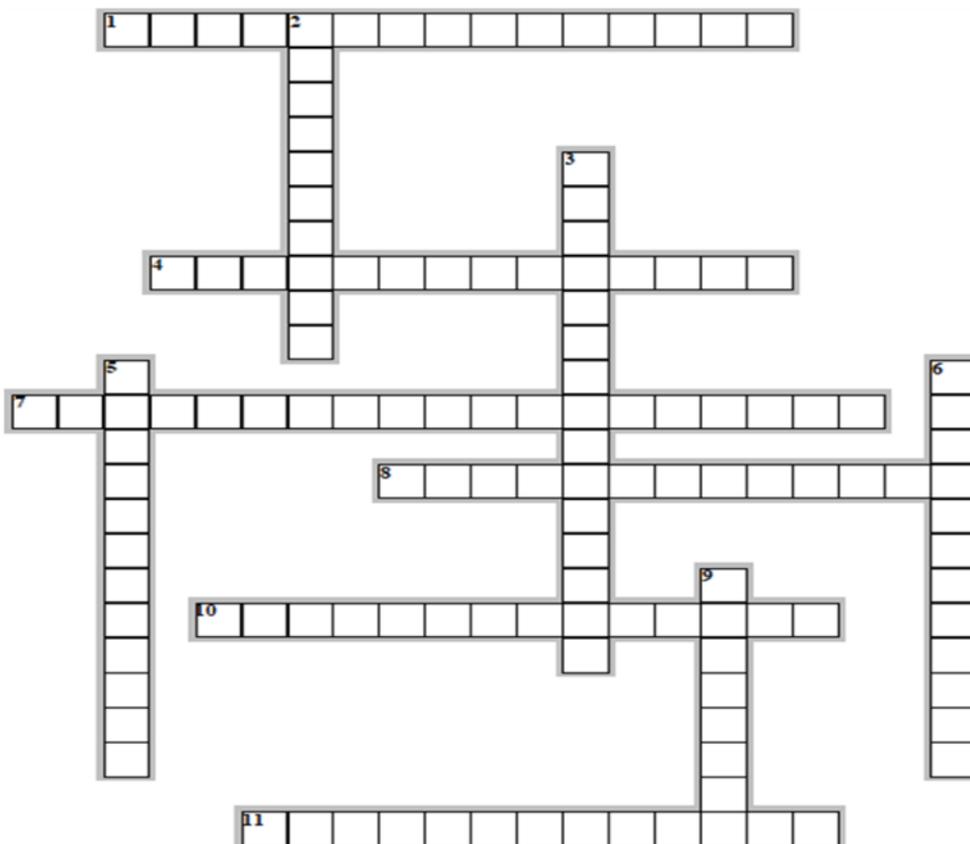
en août 1951 à Bordeaux.

Il s'ensuivra d'autres grèves tant chez le prolétariat agricole puis chez les petits bourgeois fonctionnaires dans un affrontement de plus en net entre les masses populaires martiniquaises et le pouvoir colonial. Là aussi, il y aura d'autres fusillades, d'autres procès contre les travailleurs en lutte.

C'est dans ce contexte de lutte et de harcèlement que les communistes martiniquais vont commencer leur évolution pour aller vers la prise en compte de la question nationale martiniquaise avec la création du PC Martiniquais en 1957 et l'adoption du mot d'ordre d'autonomie en 1960.

C'est donc dans le sang et la sueur des travailleurs combattants du Carbet en 1948 qu'a commencé à être remise en cause la ligne politique de l'assimilation et émerger une revendication autre s'inscrivant dans la lutte de libération du peuple martiniquais.

ANNOU KWAZÉ YONN DÉ NON FANM DJOK



POU
DÉFINITION
SUIV LOT
PAJ-LA

ANNOU KWAZÉ YONN DÉ NON FANM DJOK

KOUCHÉ

1. Konbatan kont régim diktatè Rafael Leonidas Trujillo Molina pa koté Républik Dominikèn yo t'jwé'y an menm tan ki sé sè'y-la María Teresa épi Patria le 25 novanm 1960. An 1999, Nasion-zini rikonnèt 25 novanm kon jounen konba kont violans fanm ka sibi, é rikonnèt lé sè Mirabal kon «senbol résistans épi konba» .
4. Fanm esklav, met-li Bellac anvoulé'y. I lévé mouch rouj é t'jwé Bellac. I alé jwenn lé mawon nonm épi fanm . I vini chef lawmé-tala é pandan plizè lanné i ba sé esklavajis-la bon fè é i bat sé anglé-a . Fanm-tala rété an model fanm djok Lakarayib ki goumen épi fizi pou dwa, dinité épi libèté fanm ek nonm .
7. Métres lékol ki wè jou lanné 1921, milité andidan Pati Kominis, i mété doubout épi dot Linion Fanm Matinik, sé an fanm ki goumen anlo pou fè matinité konprann ki péyi-a ni anlo valé, Fòdfwans ni an lékol ka pòté non'y. .
8. Sonjé Gaoulé 1870 épi zafè Léopold Lubin, fanm-tala té douvan adan gran lensireksion, yo fèmen'y lajòl épi dot moun, yo di sé li ki mété boukan adan tout bitasion, i mò an 1871 la Guiyàn, pawòl i di : « Si Bondié té ni an kay asou latè, man té ké brilé'y pas asiré pa pétet Bondié sé an vié bétjé ».
10. Métres lékol, wè jou an 1922, militan dépi toupiti i té ja an konbatan, i goumen pou dwa fanm, antikolonialis, i té adan Pati Kominis Matinik. Fo sav i pòté anlo bagay ba konba fanm Matinik é i mété doubout Linion Fanm Matinik an 1944 épi Jeanne Léro .
11. Fanm chantez militan ki wè jou pa koté Lafrik di Sid an 1932, i goumen anlo kont sistem rasis « l'apartheid » (blan mété kont nèg) an péyi'y sé pou sa i viv andéwò pandan 30 lanné . Sonjé yonn di pli bel vwa Lafrik épi « Pata Pata » sé té Mama Afrika .

DOUBOUT

2. Sonjé 1^o désanm 1955 pa koté Etazini fanm djok-tala réfizé, adan an bis, ba an moun blan plas li a, yo rété'y é sé apré an bidim lagrev ki diré plis ki an lanné épi dé boug kon Martin- Luther - King yo désidé kasé dé lwa rasis andidan sé bis-la.
3. I wè jou an 1896 sé té an fanm matjez, i té jounalis Matinik é té ka défann lé nwè ; sé prèmié fanm étidyan nwè Matinik ki rantré la Sorbòn. I mété doubout épi René Maran é Léo Sajous « La revue du monde noir » ; I té pwofèsè épi militan politik tou, ni an bagay i té ka répété san rété sé té : « Black is beautiful ».
5. Métres lékol, matjez, militan kominis alman, i wè jou an 1857 i mò an 1933. Sé gras a fanm djok-tala ki jounen konba pou dwa fanm wè jou an 8 maws. Sé té an konbatan kont ladjè, sé li ki mennen Lentènasionnal Kominis adan kongrè 1920 pa koté Tours, sé di la Pati Kominis Fwansé wè jou.
6. I né an 1944, sé an fanm ki goumen anlo pou défann lé nwè méritjen, i goumen koté Malcom X é Martin Luther King, i té kominis é manm Black Panther Party, i fè lajòl yo kondané'y a mò mé an bidim mobilizasion entènasionnal sové'y, sonjé i té ka penyen koup afro .
9. An fanm doubout ki goumen koté IGNACE épi DELGRES, sé senbol fanm Lakarayib ki goumen pou libèté, i chwèzi goumen kont lesklavay sé té an mawonnez, i né an 1870, yo ka kriyé'y tou « La mulatresse ».

LES ASSASSINATS DU LAMENTIN EN MARS 1961

Dans la longue liste des fusillades coloniales par le pouvoir colonial français, celle du 24 mars 1961 présente une caractéristique particulière, à savoir que la grande partie des victimes n'ont rien à voir avec le conflit du travail qui était en cours, à savoir la grève des ouvriers agricoles.

Ceci illustre l'aveuglement meurtrier des forces policières et démontre leur sang froid à tuer à tout prix pour faire peur !

Une fusillade en plein bourg d'une commune, cela est déjà particulier. Le seul précédent serait la fusillade du Diamant en 1925 mais là c'était dans un contexte d'élections.

La fusillade du Lamentin a été préméditée et il n'y a aucun doute à cela.

Alors qu'il existe un important mouvement de grève des ouvriers agricoles, les patrons refusent toute négociation sérieuse. Parmi eux, Aubéry, le fils de l'ordonnateur de l'assassinat d'Aliker, grand béké détenteur de terres au centre du pays. Aubéry se trouve au bourg du Lamentin dans sa jeep avec ses gardes du corps. Il croise un groupe de grévistes à la rue Hardy de Saint Omer. Aubéry prend peur. La jeep fonce pour se dégager mais capote en pleine rue. Aubéry va se réfugier dans une maison.

Les grévistes se placent devant la maison et rapidement, ce sont plusieurs dizaines de personnes qui s'y trouvent. Les forces armées arrivent immédiatement et mettent en place un barrage entre la maison et les manifestants.

Le temps passe. Aubéry reste planqué dans la maison. Les forces répressives envisagent de faire dégager les manifestants.

Arrive Gratiant maire du Lamentin avec des adjoints municipaux. Il est un des premiers

responsables du Parti Communiste Martiniquais. Il informe les officiers de police qu'il est hors de question de s'en prendre aux travailleurs sinon qu'il faudra lui passer sur le corps.

Les policiers sont un peu gênés et appellent la Préfecture. Le Préfet de l'époque est un des pires qu'a connus la Martinique. Il s'appelle Grollemund. C'est un colonialiste enragé et aussi un anticommuniste primaire. Grollemund va élaborer un traquenard.

En début de soirée, les officiers de police demandent à Gratiant d'aller accueillir 2 ouvriers **KITIE** Boniface et **MAJESTE** Théodore arrêtés pendant la grève, dont il a demandé la libération. Gratiant accepte de s'y rendre. Quand Gratiant arrive au Calebassier, il entend les coups de feu.

En fait, les forces répressives voulaient tirer sur les travailleurs mais hors la présence de Gratiant. Ils vont le faire dès qu'il se sera assez éloigné. Ils vont tirer au moment même où finit la messe à l'église en cette période de carême. Ces assassins vont donc tuer et blesser des fidèles qui venaient de prier leur Dieu.

Bien entendu, jamais la justice coloniale ne tentera de poursuivre les auteurs de cette tuerie, trois morts: Une femme de 24 ans, Suzanne **MARIE-CALIXTE**, deux hommes de 21 et 26 ans **LAURENCINE** Alexandre et **VALIDE** Edouard, on recense une vingtaine de blessés.

Pire, ce seront Gratiant pour son discours le jour de l'enterrement des victimes et le secrétaire général du Parti Communiste, Sylvestre, pour un article dans Justice, qui seront poursuivis.

« *En colonie, qui veut du pain récolte du plomb !* ». La phrase de Gratiant est toujours d'actualité.

Site pkls :

<http://www.pkls.org>

mail: pkls@pkls.org

mail: pkls.matnik@gmail.com

POUR LA DEFENSE DU DROIT DU PEUPLE DU VENEZUELA A DECIDER DE SON DESTIN.

Savoir quelle sera l'exacte situation au Venezuela au moment où paraîtra cet article est une gageure. Lundi 3 mars, la marionnette impérialiste nommée Guaido est retourné au Venezuela. Une grande campagne de presse occidentale prétendait qu'il était en danger et sous la menace d'une arrestation. USA et Union Européenne (UE) avaient multiplié les mises en garde au gouvernement légitime de Caracas. La marionnette a pu entrer sous les acclamations de quelques centaines de personnes. Pour la presse impérialiste, c'est un « retour triomphal » montrant la faiblesse du pouvoir de Maduro.

Rarement, la propagande impérialiste n'a atteint des sommets aussi élevés dans la manipulation politique. Quelques exemples:

On reproche au gouvernement Maduro ses choix économiques (en fait son refus d'une politique ultra-libérale en faveur des riches) qui aurait entraîné une pénurie et même une situation de crise humanitaire. On oublie de dire que la situation économique est avant tout les conséquences des sanctions économiques mises en place par les USA et l'UE qui privent le pays de ses avoirs et ses revenus pétroliers. Aucun pays n'aurait pu survivre à cette ponction, ce vol de plusieurs dizaines de milliards de dollars.

Le 20 février la marionnette locale a annoncé qu'il allait faire rentrer l'«aide humanitaire» au Venezuela soit par la Colombie, soit par le Brésil, deux pays dirigés par l'extrême droite. En réalité, plutôt que de l'aide humanitaire (quelques millions de dollars «donnés» par les mêmes pays qui ont volé et bloqué les fonds du pays !) il s'agissait d'une opération politique visant à pousser l'armée à se désolidariser du régime Maduro. Le 23 février, cela fut un échec retentissant. Non seulement l'armée a protégé les frontières du pays contre les agresseurs mais pas un gramme de la prétendue aide humanitaire n'a pu entrer. Pour la presse internationale au service des impérialistes, cela est un échec médiatique de Maduro.



NICOLAS MADURO ÉLU DÉMOCRATIQUEMENT PRÊTE SERMENT DEVANT LES INSTITUTIONS CONSTITUTIONNELLES DU PAYS

Le sabotage d'une centrale électrique est présenté par de supposés « experts » des puissances impérialistes comme l'absence d'investissement et non comme un sabotage tel que dénoncé par le gouvernement de Maduro.

Même les bonnes âmes démocratiques des pays agresseurs sont ou silencieuses ou complices. Ces personnes considèrent que Trump est un fou furieux menant une politique irresponsable. Sauf sur le Venezuela où, à quelques rares exceptions près (comme B. Sanders aux USA et un peu Taubira en France), les « démocrates » européens soutiennent la politique de la Maison Blanche.

Bref Trump se tromperait partout sauf en Amérique Latine !

Rappelons quelques données de base.

Depuis le début de l'expérience de la révolution bolivarienne pour la construction du « socialisme du XXI^e siècle » en 1999 (donc 20 ans), la démocratie s'est toujours maintenue au Venezuela : la grande bourgeoisie a toujours ses richesses, la presse existe, les élections ont lieu, la constitution est une des plus progressistes au monde avec le droit de révoquer les élus. Il y a eu 25 scrutins. Le camp de la révolution (on entend par là l'ensemble des forces politiques et sociales qui soutiennent – même de façon critique- la révolution, cela allant du Parti Socialiste Unifié du Venezuela au Parti Communiste du Venezuela et autres forces politiques ou syndicales) en a gagné 23. Malgré cela, la droite et la bourgeoisie ont toujours refusé de

POUR LA DEFENSE DU DROIT DU PEUPLE DU VENEZUELA A DECIDER DE SON DESTIN.

jouer le jeu démocratique adoptant une politique de sabotage systématique sur le plan politique et économique. C'est ainsi qu'elles ont provoqué une importante grève dans le domaine pétrolier ou provoqué un coup d'état en 2002. Tout cela a été fait avec le soutien des USA et la complicité de l'Europe.

Quand en 2015, la droite remporte la majorité à l'assemblée législative, elle va, non pas remplir son rôle prévu par la constitution, mais vouloir révoquer Maduro dont, à l'époque, l'élection n'avait jamais été remise en cause. Elle va bloquer les institutions.

C'est l'origine de la crise politique. Maduro va proposer l'élection d'une constituante ? L'opposition va refuser. Pour préparer le renouvellement du mandat présidentiel, le gouvernement va accepter de négocier avec l'opposition en République Dominicaine. Un accord avait été trouvé mais (de l'aveu même du facilitateur Zapatero, ancien premier ministre espagnol) sur les ordres des USA, la fraction d'extrême droite va le remettre en cause et l'opposition ne l'a pas signé. Cette même fraction a refusé de participer aux élections présidentielles de 2018. L'élection aura lieu avec quatre candidats. Mais pour les impérialistes, puisque leur poulain n'y a pas participé, l'élection est frauduleuse.

Ce que veulent les agresseurs, c'est la reprise en main du Venezuela par la droite et l'extrême

me droite, une camarilla de politiciens corrompus et pour beaucoup agents de la CIA. Selon eux le Venezuela est un mauvais exemple pour le continent et ce pays regorge de ressources naturelles que les multinationales veulent contrôler.

Il existe une violente lutte des classes au Venezuela car la grande bourgeoisie ne veut céder aucun privilège. Ce n'est pas elle qui est victime des sanctions mais bien le peuple qu'elle souhaite manipuler.

Le bilan de la révolution bolivarienne est impressionnant. Il a permis de sortir des millions de vénézuéliens de la pauvreté. Il a construit des centaines de milliers de logements sociaux. Il a mis en place des réseaux de distribution des produits de première nécessité, hors les circuits commerciaux. Il a fortement combattu la corruption même si une nouvelle bourgeoisie s'est lancée dans la course à l'argent. Sur le plan extérieur, le Venezuela a mis en place l'ALBA (l'Alliance Bolivarienne) avec Cuba et la Bolivie qui a apporté une aide importante aux pays de la Caraïbe et renforcé la solidarité continentale.

Le Venezuela est donc un mauvais exemple pour l'impérialisme. Il faut l'écraser et profiter de sa faiblesse passagère.

L'espoir de l'impérialisme et de la grande bourgeoisie vénézuélienne est que l'armée revienne à ses amours de coup d'État com-



Une vue de l'Assemblée Internationale des Peuples à Caracas 23—27 février 2019

POUR LA DEFENSE DU DROIT DU PEUPLE DU VENEZUELA A DECIDER DE SON DESTIN.

me ce fut le cas aux lendemains de la seconde guerre mondiale. D'où les promesses d'amnistie, les menaces des USA et aussi les offres de corruption.

Si l'impérialisme est tant à l'offensive, c'est qu'il a le vent en poupe dans le continent. Les victoires de la droite et même des courants les plus extrêmes de cette droite pro-étatsunienne aux élections en Argentine, Pérou, Chili, Paraguay, Colombie, Brésil font penser qu'on peut en finir avec les forces démocratiques et révolutionnaires dans la partie du sud et du centre du continent.

Ceci explique l'offensive contre le Venezuela mais aussi la crise au Nicaragua, les nouvelles attaques contre Cuba et la Bolivie.

Il s'agit d'une lutte frontale sur la question de l'indépendance nationale et du droit pour chaque peuple à changer son système politique s'il le veut.

Il y a des précédents récents dans l'histoire du continent. Entre autres, il y eut le Chili en 1973, Grenade en 1983 et Haïti en 2004.

Dans ce dernier cas, il y a de nombreuses similitudes. Alors que les USA et la France étaient en désaccord sur l'Irak, ils se retrouvent d'accord pour renverser le président régulièrement élu du premier Etat noir d'Amérique. Il faut dire que le président Aristide avait commis l'irréparable en réclamant à la France la restitution de la rançon fixée en 1821 par la France royaliste ! Quinze ans après l'intervention impérialiste à Port au Prince, on voit le résultat dramatique avec une classe politique corrompue, une situation économique aux mains des nantis et de vraies émeutes populaires.



Le langage des USA et de leurs complices

Voici le rêve de Trump et Macron pour Caracas. Awa !

Il ne fait pas de doute que le projet des impérialistes étatsuniens et européens est non seulement de reprendre le pouvoir au Venezuela mais aussi d'éradiquer le mouvement révolutionnaire et progressiste. Comme au Chili, ce sont des milliers d'assassinats que projette la droite de la marionnette Guaido avec l'aide des services secrets des pays impliqués dans l'agression. Leur rêve est de faire des élections sur les cadavres des militants politiques qui défendent la révolution bolivarienne.

Ainsi, alors que le président Maduro a proposé de négocier, que le Mexique a proposé ses bons offices, la marionnette de la CIA, fort du soutien de pays dirigés par des forces réactionnaires, l'a refusé.

Le choix premier de l'intervention militaire US semble remis à plus tard. Après que Guaido a dit qu'il ne tremblerait pas pour signer un appel à l'aide militaire et que les étatsunien Pence et Pompéo ont d'avance annoncé leur accord, il a fallu à cette camarilla excitée de se calmer lors de leur réunion de Bogota quand les militaires brésiliens ont expliqué les risques d'une telle intervention. Les révélations et dénonciations par Cuba de regroupements de troupes US à Puerto Rico et Santo Domingo a dû aussi jouer un rôle dans cet apparent retrait. Mais ceci reste l'option la plus sérieuse pour que la droite vénézuélienne ait une chance de revenir au pouvoir.

Il ne faut donc se faire aucune illusion. L'ensemble des forces impérialistes restent unies. Quand il s'agit de contester le droit à l'autodétermination des peuples et leur droit à remettre en cause les privilèges de classe, il n'y a aucune divergence entre un Trump et un Macron.

Face à cela, le soutien au peuple du Venezuela et à ses forces révolutionnaires est une tâche fondamentale !

Les Martiniquais solidaires du VENEZUELA NON AU COUP D'ÉTAT ! SOUTIEN AU PRÉSIDENT NICOLAS MADURO !

Suite à la décision de faire du 27 février 2019 une journée mondiale de solidarité avec la révolution bolivarienne, des Martiniquais se proclamant pour la paix au Venezuela avaient lancé un appel pour un rassemblement devant l'Atrium à Fort de France. Cette date correspondait à la date de la clôture de l'Assemblée internationale des peuples en solidarité avec le peuple vénézuélien, qui se tenait à Caracas et c'est aussi l'anniversaire du puissant mouvement populaire en 1989 qui se répandit dans tout le pays et qui fut sauvagement réprimé par le gouvernement de l'époque avec le soutien du gouvernement étasunien.

L'appel avait pour objectif de faire entendre la voix des martiniquais dans la condamnation des violentes agressions contre le Venezuela par les USA et leurs complices impérialistes, réactionnaires, colonialistes, fascistes, y compris le gouvernement français, qui ont entrepris de renverser le régime bolivarien par un coup d'État et qui envisagent une intervention militaire. C'était aussi pour soutenir l'initiative du président, constitutionnellement élu, Nicolas MADURO, d'adresser une lettre au peuple des États-Unis.

La parole était ouverte à tous. Les intervenants à titre individuel ou représentant d'organisations ont tous condamné fermement cette agression étasunienne qui se situe dans la tradition de la politique belliqueuse des USA, selon la doctrine MONROE, illustrée notamment par plusieurs interventions militaires dans la Caraï-

be, sur le continent et dans le monde. Plusieurs ont rappelé le fait que le Venezuela possède beaucoup de pétrole et d'autres richesses naturelles, excite l'appétit des grandes puissances qui entendent maintenir leur domination sur le monde. Certains ont insisté sur la nécessité de rétablir la vérité sur la situation au Venezuela face à l'impressionnante campagne de propagande mensongère menée pas les médias au niveau international au service des forces impérialistes qui usent de tous les moyens pour parvenir à leurs fins. D'autres ont retracé la politique agressive des USA contre la révolution cubaine, à laquelle le peuple cubain a résisté malgré le blocus inhumain. Il a été indiqué combien la première défaite militaire infligée aux États-Unis sur le continent par le peuple cubain en 1961 est une source d'espoir pour la révolution bolivarienne et le peuple vénézuélien.

La tentative de Guaido de prendre le pouvoir cachée par une prétendue aide humanitaire le 23 février ayant été mise en échec par la mobilisation populaire, les manœuvres de toutes sortes seront tentées pour renverser la révolution bolivarienne. Aussi tous ont été invités à rester mobilisés pour arrêter le bras armé impérialiste.

Le consul du Venezuela était présent, il a indiqué combien il mesurait le geste de solidarité et a remercié les participants au nom du peuple vénézuélien. Nombre de signatures ont été recueillies pour appuyer la lettre de Nicolas MADURO.



Une vue de l'Assemblée
des peuples à Caracas
23—27 février 2019

COMMUNIQUÉ



Le Mardi 26 février 2019 devant la mairie du Lorrain

Jeudi 21 Février 2019, les Martiniquaises et Martiniquais étaient nombreux à brandir avec fierté notre drapeau Rouge Vert Noir dans les rues de Fort-de-France.

Le dimanche 24 février, des jeunes Martiniquais qui défilaient dans le cadre des manifestations carnavalesques du LORRAIN en brandissant notre drapeau Rouge Vert Noir ont été pris à partie par des gendarmes qui sont allés jusqu'à arrêter l'un d'entre eux, à le placer en garde vue et à saisir le drapeau.

Ce jeune a finalement été relâché face aux protestations populaires, mais il est convoqué à la gendarmerie du LORRAIN le Mardi 26 Février à 9 heures

Nous constatons une fois de plus que les représentants de l'ordre colonial en Martinique entendent montrer leur hostilité envers ce drapeau, car ils connaissent sa portée symbolique dans l'histoire de notre pays.

Les organisations soussignées dénoncent avec force le comportement des forces de l'ordre qui entendent priver la jeunesse Martiniquaise de son choix de résister, de combattre l'arbitraire colonial, sans avoir « porté atteinte à l'ordre public ».

Elles appellent les Martiniquaises et Martiniquais à marquer leur solidarité en accompagnant massivement le jeune ce Mardi 26 à 09H00 devant la gendarmerie du Lorrain.

FORT DE FRANCE LE 25 FEVRIER 2019

CNCP

MODEMAS

MPREOM

PKLS

R. SAE

G. MALSA

G. LUCE

A. GRANVILLE

SOLIDARITÉ avec Georges IBRAHIM ABDALLAH.

En décembre 2018 pour la première fois le gouvernement libanais a décidé de prendre en compte la situation de Georges IBRAHIM ABDALLAH en prison en France depuis 35 ans. A l'ambassadeur venu le voir il a revendiqué avec fierté et dignité son engagement dans le combat du peuple palestinien et pour le droit des peuples à la souveraineté et tenu ces propos :

« Je veux bien évidemment sortir, mais j'ai parfaitement conscience des obstacles dressés par les Américains et les Israéliens » à ma libération. Je vous demande de déployer tous les efforts pour atteindre cet objectif. Faites tout ce que jugez bon de faire en ce sens. Mais ne quémandez pas ma liberté; Ne soyez pas en position de faiblesse ».

«Après 35 ans, je préfère sortir dans la dignité. Je suis entré en prison à une époque où l'Union soviétique existait encore. Je n'ai pas vécu la phase du collapsus. Je n'ai pas subi la défaite. De mes entretiens avec mes visiteurs, je mesure la vigueur de la gauche. Je ne suis donc pas disposé à faire des concessions. Sinon, je préfère rester en prison».

Macron qui plastronne comme président de la «Patrie des droits de l'Homme» et prétend donner des leçons de droit et de démocratie à tout le monde, patauge plutôt dans un «dénier de droit», dans un «refus d'humanité», comme ses prédécesseurs, soumis à la volonté des USA et d'Israël et leurs diktats pour le maintenir en prison malgré les décisions judiciaires de le libérer.

Les comités de solidarité avec Georges IBRAHIM ABDALLAH qui est un des plus anciens prisonniers au monde, ont décidé d'intensifier les actions pour obtenir sa libération. Nous vous invitons à lui écrire en Français ou lui envoyer une carte postale de Martinique .

Son adresse :
Georges IBRAHIM ABDALLAH
2388/A221 CP de Lannemezan
204 rue des Saligues
BP 70166
65307 Lannemezan Cedex



Banderole posée devant le palais de justice de Bruxelles avec dessus ceci:

Liberté pour Georges Ibrahim Abdallah, combattant communiste pour la libération de la Palestine, détenu en France depuis 1984 ! Pour une Palestine libre, laïque et démocratique du Jourdain à la mer. À bas l'impérialisme, le sionisme et les régimes réactionnaires arabes !



PALESTINE

Avec les poèmes de palestiniens(ne)s, nous poursuivons la publication de paroles qui sont des larmes, de mots qui saignent de la colonisation, de la répression israélienne qui emprisonne, torture, assassine.

La poète palestinienne **Dareen Tatour** a été condamnée l'an dernier à cinq mois de prison pour "incitation à la violence" et "soutien à la terreur" parce qu'elle a écrit un poème : « **Résiste, Mon Peuple, Résiste leur** ». L'Etat juif d'Israël qui est présenté par ses complices comme le plus démocratique condamne la poésie. Belle illustration de sa nature !

Voici le poème de **Dareen Tatour** qui résiste avec son peuple.

Résiste, mon peuple, résiste-leur.

:

Résiste, mon peuple, résiste-leur.

A Jérusalem, j'ai pansé mes blessures et respiré mes peines.

Et j'ai porté l'âme dans ma paume.

Pour une Palestine arabe.

Je ne succomberai pas à la "solution pacifique".

Ne jamais baisser mes drapeaux

Jusqu'à ce que je les expulse de ma terre.

Je les mets de côté pour un temps à venir.

Résiste, mon peuple, résiste-leur.

Résiste au vol du colon.

Et suit la caravane des martyrs.

Détruit la constitution honteuse.

Qui a imposé la dégradation et l'humiliation

Et nous a dissuadé de restaurer la justice.

Ils ont brûlé des enfants irréprochables ;

Quant à Hadil, ils l'ont fusillée en public,

Ils l'ont tuée en plein jour.

Résiste, mon peuple, résiste-leur.

Résiste à l'assaut colonialiste.

Ne fais pas attention à ses agents parmi nous.

Qui nous enchaînent avec l'illusion paisible.

Ne craint pas les langues douteuses ;

La vérité dans votre cœur est plus forte,

Tant que tu résistes dans un pays.

Qui a traversé les raids et les victoires.

Alors Ali a appelé de sa tombe :

Résiste, mon peuple rebelle.

Écris-moi en prose sur le bois d'Agar;

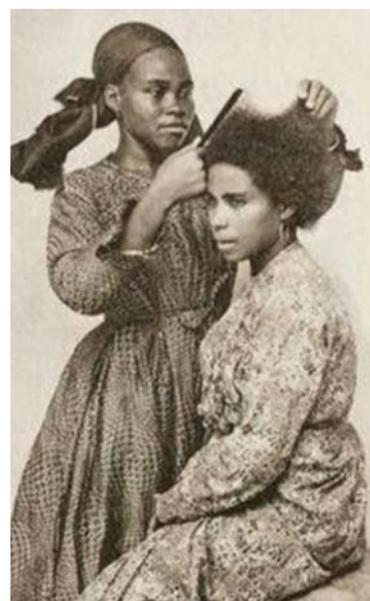
Mes restes sont comme une réponse.

Résiste, mon peuple, résiste leur.

Résiste, mon peuple, résiste leur.

Matinik antan lontan

P O T R É F A N M



Matinik antan lontan



An gwoup fanm zendien



Fanm nègres an lari



Pour mémoire nous publions des anciennes pages « une » de PATRIYOT, voici une page de mai 2015

PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)

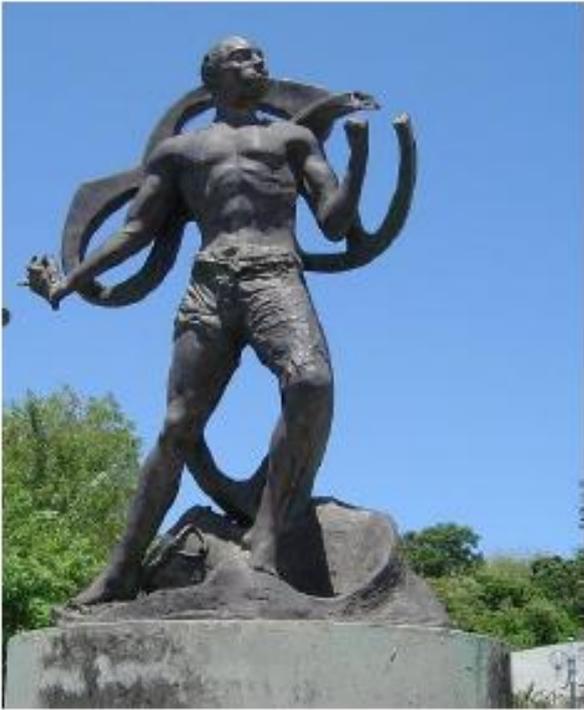
Nouvelle série n° 36  *MAI 2015*

**22 MÉ SÉ
PA LA FET**

**HOLLANDE DANS
LA CARAÏBE :
L'ART DU
DOUBLE JEU.**

**Les crimes du
colonialisme**
*Mai 1967 :
massacre en
Guadeloupe.*

ISRAËL
**Le racisme dans sa
plénitude,
l'apartheid dans
toute sa dimension.**



A consulter sur le Site du PKLS : <http://www.pkls.org>

PATRIYOT
Directeur de publication : J-P ETILE

Dépôt légal : Mars 2019
P.K.L.S. MARTINIQUE